De la sociologie à la science sociale ?

Giovanni Busino

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/518>

DOI : 10.4000/ress.518

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 193-232

ISBN : 2-600-00912-4

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Giovanni Busino, « De la sociologie à la science sociale ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLI-127 | 2003, mis en ligne le 30 novembre 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/518> ; DOI : 10.4000/ress.518

Giovanni BUSINO

DE LA SOCIOLOGIE À LA SCIENCE SOCIALE?

SOMMAIRE: 1. Prémisse. – 2. Aux sources du savoir sociologique. – 3. Les protosociologues. – 4. Les pères de la sociologie. – 5. Les héritiers. – 6. Marxisme, Fonctionnalisme, Théorie des systèmes. – 7. Théories critiques du social et de la société. – 8. Les défis lancés à la sociologie contemporaine. – 9. Questions ouvertes et problèmes à résoudre. – 10. Des Pratiques sociales aux Théories. – 11. Autour de la Société, de la Socialisation et du Lien social. – 12. Sciences et Techniques. – 13. Mémoire et savoirs à l'ère de l'information. – 14. En guise de conclusion.

1. PRÉMISSE

Depuis la fin des années '50, on assiste au déclin des grands idéaux collectifs, à la montée de l'individualisme des croyances et des comportements, à ses tendances centrifuges, au tarissement de l'espoir mis autrefois dans le progrès et dans la science. Le divorce entre la science et la pensée du sens, les formes d'un relativisme désabusé, défini par Peter Sloterdijk «raison cynique», ont ébranlé l'universalisme et favorisé le foisonnement de rationalités locales. L'idéal d'auto-fondation de la modernité, d'autonomie à l'égard des normes extérieures, a généralisé, après avoir largué les amarres de la tradition, l'indétermination des valeurs, détruit les modèles normatifs qui soumettaient les hommes à une finalité les dépassant. La modernité ne sait plus orienter le temps en fonction du souci d'éternité; elle consacre le présent et immortalise l'instant. Les questions sur le comment assurer la cohésion sociale, les formes d'intégration et la transmission du lien social sont devenues rédhibitoires.

Les interrogations et les critiques sur ce qu'est la sociologie, sur ce qui la fonde vont désormais de pair avec l'accélération du mouvement de fragmentation de la recherche, de la spécialisation à outrance, de la floraison de doctrines, de plus en plus, ni nomothétiques ni idéographiques, ni universalistes ni particularistes, ni déterministes ni relativistes. La demande sociale et l'ingénierie sociale exigent du sociologue qu'il soit proche de la pratique, qu'il fasse des diagnostics, propose des thérapies dans le but de «traiter» les pathologies sociales, d'être «utile» aux pouvoirs publics, aux administrations, de fournir de l'aide aux entreprises.

La raison, les fonctions et la vocation de la sociologie en sont bouleversées, perverties; le sociologue est transformé en un travailleur social d'un nouveau genre ou, s'il résiste, en un théoricien usinant des abstractions, de la fumée, en un prestataire de paroles verbales.

La théorie unique qui avait assuré pendant longtemps l'unité interne de la discipline a cédé sa place à des conceptualisations concurrentes et à des orientations déracinées de la tradition rationaliste de la réalité, de la vérité, de la preuve. Des sociologies ont remplacé la sociologie bien qu'aucune d'elles ne soit capable d'expliquer de façon assurée les phénomènes sociaux et de régler les questions humaines au moyen d'une technologie sociale éprouvée.

Après s'être éloignées définitivement de l'histoire et de la philosophie, de la psychologie et de l'économie, après avoir accentué les clivages entre les diverses sciences humaines, ces nouvelles sociologies, s'inspirant de la phénoménologie, de l'interactionnisme symbolique, de l'ethnométhodologie et d'autres philosophies à la mode, ont déclaré obsolètes les anciens concepts basiliars de la tradition sociologique (société, classes sociales, statuts, normes, valeurs, objectivisme, etc.). Tour à tour, le structuralisme génétique, le néo-fonctionnalisme, l'individualisme méthodologique, l'actionnalisme, l'analyse stratégique ont re-élaboré le rationalisme, revisité la rationalité et la modélisation des comportements sociaux et fait des disciplines sociales des variétés particulières de la métaphysique occidentale, des présuppositions idéologiques de la culture européenne. Les partisans de la méthodologie du positivisme logique ont continué à rechercher les axiomes fondamentaux des domaines du savoir social dans l'espoir d'utiliser les ordinateurs pour calculer les conséquences des actions humaines, des expériences vécues, des motifs humains, des perceptions subjectives de la réalité. Pour y arriver le « Logical Theorist » de Alan Nevel et d'Albert Simon a prétendu produire des preuves logiques à partir d'une série d'hypothèses. Les technologies de l'information rendant possible la simulation des systèmes qui apprennent et évoluent, l'analogie entre le fonctionnement du cerveau et de l'ordinateur est devenue d'usage courant. Ainsi la pensée peut subir le même traitement que les symboles et les actions humaines finalisées. Ces dernières, dépourvues de sens en elles-mêmes, peuvent en acquérir pour autant qu'une fondation rationnelle arrive à lui en conférer. Les approches accordant un rôle déterminant dans les comportements au substrat biologique réputé inné, puis les diverses versions du paradigme cognitiviste, ont marginalisé les approches constructivistes à la Jean Piaget ainsi que celles historico-sociales à la Lev S. Vygotski, fragilisé même l'interactionnisme social. La sociobiologie mettant l'accent sur la sélection de parentèle, la théorie évolutionnaire et celle de la co-évolution gène/nature valorisant les aspects du comportement humain supposés produits par l'évolution, ont contribué à rendre encore plus instable l'univers sociologique.

Des philosophes sociaux, enfin, ont reproché aux sociologues de transformer le progrès et la modernité en hypostase, d'ignorer la complexité et la mutuelle dépendance des phénomènes, de méconnaître les temporalités multiples, de croire que le marché, la société civile et l'État ne sont que des modes d'expression des intérêts, des préférences, des identités, de la volonté; de considérer que les frontières disciplinaires sont des barrières inexpugnables. Le post-modernisme, lui, a proclamé la fin des grands récits et l'avènement d'une société atomisée. L'absolutisation des individus a fait proliférer les sens et ébranlé les forces centripètes. Impossible de réunifier une telle société, de recourir à la raison, de quêter la vérité. Les médias et la technologie ont subrogé les rapports au monde réel par des enchaînements à une technosphère artificialiste.

Beaucoup proclament que les recherches sociologiques ne produisent que des résultats insignifiants et stériles, qu'aucune théorie sociologique n'a d'explication qui lui soit propre. D'ailleurs, Michel Foucault, dans *L'archéologie du savoir*, s'efforce à montrer à travers quels processus sociaux les disciplines sociales ont été fabriquées pour faire face à des intérêts particularistes, tandis que Pierre Bourdieu, dans *Homo academicus*, s'est ingénié à décrire les mécanismes cachés moyennant lesquels les institutions académiques structurent, reproduisent, transforment, légitiment et imposent la diversité des paradigmes, des stratégies d'enquête, des méthodes d'analyse ainsi que la parcellisation des savoirs.

2. AUX SOURCES DU SAVOIR SOCIOLOGIQUE

Pour décrire et codifier la structure et l'organisation des relations sociales, pour déterminer les forces et les contraintes faisant évoluer les groupes sociaux, la sociologie élabore des généralisations d'une espèce particulière. Elles ne sont pas des hypothèses; elles sont des interprétations qu'il est impossible d'analyser statistiquement ou de tester expérimentalement. Cependant elles permettent de rendre intelligible, de mieux saisir certaines régularités des comportements sociaux, d'apercevoir « ce que comprendre veut dire » (Searle).

Ces généralisations/interprétations, élaborées par des courants théoriques disparates, ne rendent jamais compte de la complexité des phénomènes étudiés; elles traitent surtout de comportements caractérisables au moyen d'un petit nombre de paramètres. Elles ne donnent pas lieu à un processus de cumulation, mais seulement à des dialogues sans fin. Elles ne résolvent ni les mystères de l'histoire ni les énigmes de la condition humaine: elles ne peuvent pas préparer l'avènement d'un système théorique unifié. Il en va de même pour les modèles de systèmes adaptatifs, fondés sur les notions d'émergence, d'attracteurs, de lois d'échelle, de régime dynamique, de transition, de percolation, d'apprentissage, de jeux évolutionnaires, et traitant surtout (Axelrod, Bowles et Gintis, Epstein et Axtell, Schelling), de l'émergence de la communication et du langage, de la coopération, de la sélection des normes et de l'apparition des institutions. Selon la terminologie de Mikhaïl Bakhtine, ces généralisations /interprétations constituent davantage un savoir « polyphonique » que « homophonique ». En connaître sa genèse et sa reproduction est une problématique fondamentale. En conséquence, lorsqu'on doit scruter le présent, il est indispensable de remonter dans le passé afin de mettre en perspective historique les problèmes d'aujourd'hui. Dès lors, il est facile d'entrevoir tous les questionnements actuels de la sociologie dans les processus de sa constitution et dans ceux de son institutionnalisation en tant que discipline scientifique et académique.

Il est aisé, dans ces conditions, de constater que le terme « sociologie », utilisé à l'origine comme l'équivalent de l'expression « physique sociale », reste très ambigu. Il désigne aussi bien la réflexion sur les principes de la vie sociale et sur les idées, représentations, projets et utopies élaborés par les hommes autour de la vie en société, que l'étude des formes sociales et de leur évolution, en d'autres termes, l'étude de l'organisation et du fonctionnement des groupes restreints (la famille, le groupe, la communauté de base, la foule, etc.) et des groupes plus vastes (institutions, administrations, organisations, bureaucraties, sociétés,

nations, etc.). On distingue la sociographie, c'est-à-dire l'activité de récolte et de description des faits sociaux, de la sociométrie, la méthode d'application de la mesure aux relations humaines et à toute forme de sociabilité. D'autre part, l'étude des relations sociales élémentaires, des typologies des groupes (masses, communautés, etc.) est appelée micro-sociologie ; celle des supergroupes (peuple, caste, nation, tribu) et d'entités globales (classes sociales, sociétés, nations) macrosociologie. Dans la mesure où l'on met l'accent sur la réflexion sociale et sur les idées normatives concernant l'organisation de la société, la sociologie trouve ses précurseurs dans les philosophes sociaux, dans les écrivains politiques, dans les philosophes de l'histoire, dans tous ces penseurs qui se sont interrogés sur la manière dont une société, une cité, une nation, devrait être organisée et administrée (par ex. Platon, Aristote, Saint Augustin, Ibn Khaldoun, etc.). Si, au contraire, l'on privilégie les recherches empiriques, les enquêtes sur les structures et les fonctions sociales, sur les méthodes utilisées dans l'étude des questions sociales et sur les processus d'accumulation des méthodes observationnelles et des élaborations théoriques et non théoriques, la sociologie naît alors avec l'Ecosais Adam Ferguson. Dans son *History of Civil Society* (1767), il se fonde sur un vaste matériau ethnographique et historique pour élaborer une classification de la société qui tient compte du mode de production et des types d'organisation socio-culturelle. La société est un ensemble, une totalité composée de parties, dont chacune accomplit une fonction et qui, ensemble, concourent à la vie sociale, au fonctionnement et à la manière d'être d'une société. On représente alors la société par une image ou par une idée (organisme, pyramide, etc.) ou par la forme des institutions et des régimes dont elle est dotée. De ce point de vue, *L'Esprit des lois* de Montesquieu est prémonitoire. Les régimes sont réduits à trois types sociaux (despotisme, monarchie et république) et à travers ces types se révèle aisément la permanence de l'ordre social. Quelles que soient les formes de gouvernement, il existe dans l'ordre social des « rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses », c'est-à-dire du climat, du terrain, de l'« esprit général » de la nation, de l'usage de la monnaie, des caractéristiques du commerce, de la composition de la population, de la religion pratiquée, et ainsi de suite. Les interactions entre toutes ces variables déterminent la richesse et la variété de la vie politique et sociale. L'analyse a pour but de découvrir les lois qui gouvernent ces relations et, pour y parvenir, elle doit réduire le multiple au typique et le typique au nécessaire. Cette perspective contribue par ailleurs à mettre au point les premiers instruments de mesure et à élaborer les protocoles d'observation (questionnaire, sondage, calcul empirique des coefficients pour le recensement des feux, matrices, etc.).

L'École saint-simonienne va développer cette tendance, afin de créer une véritable physique ou physiologie sociale. Ce processus se terminera avec Auguste Comte et avec Adolphe Quételet.

3. LES PROTOSOCIOLOGUES

Préoccupé par la crise qui bouleversait la société européenne en voie d'industrialisation, Comte veut parer aux dangers en dotant les nouvelles sociétés scientifiques et industrielles d'une doctrine adéquate. La société passe par un processus en stades : de l'âge théologique l'on passe à l'âge métaphysique et l'on aborde

enfin l'âge positif, où l'on découvre alors les lois qui gouvernent les sociétés et les phénomènes sociaux. La sociologie est la science de cet âge positif. Elle est composée d'une « statique sociale », sorte d'anatomie de la société ou science des conditions d'existence des groupes humains, et d'une « dynamique sociale », sorte de physiologie ou analyse des lois qui gouvernent le mouvement et le changement. En concevant la société comme une espèce d'organisme, doté d'un centre et de périphéries, Comte fixe un principe qui va se révéler durable et selon lequel il existe entre les parties et le tout des interrelations réciproques, celles-ci ne pouvant être réduites simplement à la somme des parties. La société est un organisme cohérent, un système où chacune des parties contribue à l'équilibre du tout et aux finalités globales poursuivies. D'où l'existence d'une relation nécessaire entre l'état positif et le régime rationnel et pacifique; d'où l'affirmation de la sociologie comme science d'une nouvelle rationalité, du progrès, du pouvoir bénéfique. Avec Comte la science, la sagesse et l'espérance se fondent, se confondent et produisent une sorte de religion humanitaire pour des sociétés où les liens traditionnels ont été détruits par le développement de l'industrie et par les nouvelles formes de production. La foi et le sens du sacré sont ainsi récupérés et réconciliés avec la science et le rationalisme.

Karl Marx bouleverse cette perspective. La communauté et la société sont stratifiées; elles sont composées de classes sociales diversement situées dans l'espace social, en conflit entre elles, dont l'antagonisme absolu se manifeste par les conflits sociaux. La lutte de classes, les crises économiques, la rationalisation du travail, le contrôle social à travers la socialisation, l'instruction, la définition de la déviance et la légitimation des valeurs et des significations (opinion et propagande) ne sont pas des phénomènes secondaires ou marginaux dans le développement des sociétés industrielles. Ces sociétés ne cherchent pas à produire un consensus général fondé sur la croyance en un instinct de sympathie et de solidarité et en l'ordre bénéfique des choses. Elles veulent, à travers le contrôle des opinions assuré par la propagande et par toutes les formes de manipulation des volontés, garantir un ordre susceptible de servir les intérêts des élites, des classes dirigeantes, des groupes dominants. La division du travail dont l'administration et la bureaucratie sont les instruments essentiels, n'engendre pas la coopération, la solidarité, l'unité. Dans le *Manifeste* on peut lire que « l'histoire de la société jusqu'à aujourd'hui est une histoire de lutte de classes ». Et onze ans plus tard, dans la *Critique de l'économie politique*, il est précisé que ni les rapports juridiques ni les formes politiques ne peuvent s'expliquer à la lumière d'un prétendu développement de l'esprit humain. Ils ont au contraire leur « racine dans les conditions de la vie matérielle ». C'est le « mode de production de la vie matérielle qui conditionne, d'une manière générale, le processus social, politique et intellectuel de la vie », de même que « ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son existence, mais son existence sociale qui détermine sa conscience ».

L'orientation de l'intérêt sur les rapports existant entre les constructions culturelles, politiques, juridiques, religieuses, et les conditions concrètes de la vie matérielle, pousse la sociologie à s'occuper du travail, des conditions de vie et des styles de comportement des diverses classes, de l'origine de la famille, de la propriété, de l'Etat, de la fonction de la culture et de l'idéologie dans le maintien des rapports sociaux, dans la détermination du changement social. En conséquence, le problème du développement de la société se confond progressivement

avec le destin existentiel de l'homme, en une dialectique complexe entre l'individuel et le social.

Voilà pourquoi le discours sociologique s'enracine le plus souvent dans un prophétisme social, dans un interventionnisme politique, ou même dans un esprit thérapeutique réduisant la sociologie au rôle d'une médecine sociale et préventive. De ce point de vue, les recherches de Le Play, et de sa prolifique filiation intellectuelle, sur la condition ouvrière, sur la famille, sur les budgets des ménages, sur la pratique religieuse, ont comme but de soigner les pathologies sociales, de contribuer ainsi à restaurer la conformité de l'ordre social, supposé naturel. La voie est désormais ouverte à une science peu sensible aux explications globales, tournée surtout vers l'intervention – restauratrice ou réformatrice – dans des domaines concrets (délinquance, crise de la famille, alcoolisme, prostitution, homosexualité, urbanisation, consommation de drogues, comportement électoral). L'ère des opérateurs sociaux succède à celle des scientifiques. Les techniques thérapeutiques prennent le pas sur la pensée théorique.

L'organicisme et les analogies tirées de la biologie vont témoigner d'un retour à l'explication globale et d'une réaction au marxisme. Cette doctrine, ou plutôt ce corps de doctrines, sans rejeter ouvertement l'idée que la société est un organisme vivant régi par les lois de l'évolution, tente de restaurer la pensée totalisante et de relier la science sociale aux sciences naturelles, renouvelant ainsi les conceptions naturalistes du monde. Le fondateur de ce courant est l'Anglais Herbert Spencer, dont les *Principes de psychologie* (1855) et *Principes de sociologie* (1877-1896) ont constitué longtemps le schéma de référence traditionnel des disciplines sociologiques et qui retrouvent aujourd'hui une remarquable actualité grâce à la sociobiologie. Spencer oppose au marxisme une théorie globale et unitaire du social : les sociétés passent de l'homogène simple à l'hétérogénéité complexe, suivant un processus d'intégration par différenciations. L'étude des sociétés historiques montre que l'humanité connaît deux types d'organisation : les sociétés militaires et les sociétés industrielles. Les premières sont autoritaires, compétitives et agressives, les secondes sont libérales, coopérantes, tolérantes. L'histoire est évolutive : on passe d'un type à l'autre en fonction des états de paix et/ou de guerre. La paix, ou l'absence de guerre, favorise en effet la tendance naturelle des sociétés militaires à devenir industrielles ; les guerres empêchent cette évolution et génèrent des déséquilibres et des dérèglements. Constituant davantage une explication idéologique des sociétés libérales marchandes qu'une contribution efficace à leur connaissance, le spencérisme et l'organicisme ne fournissaient aucune réponse satisfaisante aux questions que le marxisme avait désignées à la raison sociologique.

4. LES PÈRES DE LA SOCIOLOGIE

A cette tâche vont se consacrer, vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, les trois plus grands sociologues de l'époque contemporaine : le Français Émile Durkheim, l'Italien Vilfredo Pareto et l'Allemand Max Weber.

Durkheim se fixe comme but principal de déterminer de manière univoque l'objet et la nature de la discipline sociologique et de la spécifier par rapport à l'histoire, à la philosophie, au droit et à toutes les autres disciplines sociales. Il fixe donc comme tâche aux sociologues l'étude d'un objet particulier : le fait social, entité qui

a une existence propre, indépendante des manifestations individuelles. Le comportement social est autre et diffère du comportement individuel. C'est le produit d'interactions passées et présentes, qui transcende les unes et les autres et qui par là même exerce sur les individus une véritable forme de contrainte extérieure. Au moyen de méthodes d'observation objectives, le sociologue doit rechercher les causes et, dans un deuxième temps, les fonctions d'un phénomène, car « donner à voir en quoi un fait peut être utile n'explique point comment il est né, ni ce qu'il est ». L'observation doit permettre de découvrir dans les phénomènes sociaux ceux qui sont normaux et ceux qui sont pathologiques. L'anomie, c'est-à-dire l'incapacité où peut se trouver une société à intégrer les individus singuliers que l'affaiblissement de la conscience collective atomise et désagrège, est un indicateur pour étudier la cohésion sociale d'une société donnée, c'est-à-dire le consensus. Le suicide est un indicateur pour mesurer l'anomie, et ainsi de suite... Dans *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, Durkheim démontre que, sous les traits de dieu ou d'un saint, ce que les hommes adorent inconsciemment c'est la société. La sociologie devient, dès ce moment, la science et la conscience de la société. Le socialisme est une foi, que la sociologie explique et dépasse en une vision rationaliste. Seule la sociologie peut fournir des bases solides à la morale et à la politique, les doter de fondements significativement et scientifiquement stables.

Durkheim ne dit pas en quoi consiste la réalité des « faits sociaux » ni comment découper le domaine des « faits sociaux » et de quelle façon en faire un domaine distinct à la fois de la biologie et de la psychologie. Le sociologisme durkheimien a fait oublier que la « réalité sociale », plus ou moins partagée à un moment donné, se fonde sur des perceptions construites socialement, sur des constantes psychologiques, sur des productions culturelles ayant des origines interindividuelles, façonnées par des réceptions et des distorsions sociales. Ce sociologisme a dissimulé qu'il n'y a aucun ordre sous-jacent à la réalité humaine, que l'ordre et les lois ne dérivent d'aucun ordre naturel invariable et universel, que les hommes sont les auteurs des lois régissant l'ordre social, que celui-ci est continuellement façonné par les intentions et les besoins des individus, par leurs facultés d'adaptation et d'invention. L'autonomie de la société est fondée sur la société, laquelle, de son propre chef, explique tout et prévoit l'avenir de façon infaillible. Cause primordiale et ultime, tout lui est soumis.

Pour Vilfredo Pareto la sociologie ne peut être à la fois science et conscience de la société, puisqu'il existe une incompatibilité sociale entre la connaissance scientifique et l'action sociale. Pour Pareto, les hommes agissent sous l'impulsion d'instincts, de sentiments, de croyances (comme, par exemple, le socialisme), ce qui n'a rien à voir ni avec la logique ni avec la science. La science étudie les actions humaines. Celles-ci sont logiques et non logiques. Les premières sont celles où l'on décèle un lien entre les moyens utilisés et les fins, tant dans la conscience de l'acteur que dans la réalité objective, ce qui fait qu'il existe une identité entre les relations subjective et objective; les actions non logiques sont pratiquement toutes les autres, celles que nous vivons, pensons et accomplissons jour après jour, dans la vie quotidienne. Il s'agit donc des actions les plus nombreuses et les plus importantes. Elles revêtent souvent une apparence logique, car, bien que les hommes agissent sous l'impulsion des sentiments, immédiatement, ils ressentent après le besoin de rationaliser leur comportement. Les actions non logiques sont explicables et descriptibles car du point de vue de l'acteur, de son implication, du

pouvoir relatif de ses intérêts, elles ne sont pas irrationnelles. Cette rationalité matérialiste résulte d'un choix irréductible à la rationalité formelle qui privilégie les moyens les plus adéquats à des fins difficiles à définir. L'analyse sociologique doit retrouver l'élément primitif et constant, le résidu, à travers les rationalisations, les représentations, les symboles, les idéologies et les dérivations avec lesquels les hommes fondent et justifient leurs comportements et leurs actions. Ceux-ci constituent donc, pour le sociologue, un système symbolique, à travers lequel la société contribue, entre autres, au maintien de son équilibre. Vérité et utilité ne vont pas de pair dans un système social. La vérité d'un système peut se révéler dysfonctionnelle pour la société, alors qu'une doctrine utile peut être fausse, tout en contribuant au maintien d'une fonction donnée. La société est donc un système en équilibre. Certaines dysfonctions peuvent en perturber l'état, mais la tendance générale pousse vers l'équilibration. Pareto analyse sur un mode désenchanté, et peut-être même un peu cynique, la fonction des biens symboliques dans le maintien de l'hégémonie, la nature des processus politiques et les mécanismes des institutions représentatives. La sociologie est la science de la manière dont une société se met en scène et se représente sa manière d'être et sa conscience.

Max Weber part d'une problématique analogue. Lui aussi veut fonder la sociologie comme science de l'action sociale. A l'encontre de la séparation/opposition parétienne entre actions logiques et actions non logiques, Weber distingue quatre types d'actions : l'action rationnelle par rapport au but (l'acteur social organise les moyens nécessaires à la réussite de la finalité qu'il conçoit clairement); l'action rationnelle par rapport à une valeur (l'acteur est conséquent avec l'idée qu'il se fait de ce qui est moralement acceptable); l'action traditionnelle (celle qui est dictée par les usages, les habitudes, les traditions), et enfin l'action affective, qui est une réaction purement émotive. La tâche de la sociologie est d'élucider le sens que l'acteur donne à sa conduite et à son comportement, c'est-à-dire à l'action sociale. Le sociologue organise donc les faits de façon à dégager une interprétation rationnelle des actions des agents sociaux. Puisqu'il n'est pas possible de définir une chaîne causale, ni comment le sociologue doit agir concrètement, Weber propose une voie qui sera largement empruntée par ses successeurs, celle de l'idéal-type, qui permet de conduire l'analyse à bon port. Les exemples les plus célèbres de l'utilisation des idéal-types sont l'analyse du rôle du calvinisme comme système de valeurs socioculturelles qui organise l'action d'un certain nombre d'agents sociaux et qui contribue à la floraison de l'esprit capitaliste; ou encore l'analyse de la bureaucratie, comme système hiérarchique fonctionnel, régi par des normes et des règles fixes, pour la rationalisation des processus décisionnels et des actions sociales au sens large. En éliminant les discordances inhérentes à tout rapport socio personnel et en subordonnant les actions de tous à une finalité objectivement précisée et calculée, la bureaucratie constitue un exemple typique de ces organisations sociétales de la modernité. Elle est, en tant que telle, en concordance avec les sociétés industrielles, capitalistes ou socialistes.

5. LES HÉRITIERS

Il est certain que ces visions de la société ont eu une influence, directe ou indirecte, sur le développement de la sociologie mondiale, influence variable, en fonc-

tion des situations nationales et académiques. Souterraine pour ce qui est de Weber, fluctuante pour ce qui est de Pareto, la plus évidente est celle de Durkheim. Dès les années '20, toutes les sociologies semblent marquées principalement par l'enseignement de Durkheim et de Ferdinand Tönnies, le fondateur de la sociologie formelle, qui se centre sur l'étude des formes sociales émergeant des actions réciproques des individus, et s'arrête plus particulièrement sur les distinctions communauté/société, sur le conflit, sur la domination, sur les conditions de la sociabilité et sur les voies majeures de la socialisation. De plus, la philosophie phénoménologique ouvre d'autres perspectives à la sociologie. Fondée sur l'idée que la mission de l'analyse est d'établir de quelle manière les essences immuables s'incarnent dans la réalité, cette doctrine, plus encore que le formalisme, renvoie la sociologie à l'idée de société, et par là même à la réflexion philosophique et spéculative. A partir de la fin des années '30, la situation change radicalement aux États-Unis où, sous la menace des totalitarismes européens, beaucoup de sociologues se réfugient, et où le développement des nouvelles formes d'organisation donne à la sociologie un rôle considérable, et donc une place institutionnelle dans l'organisation culturelle du pays industriellement le plus avancé de la planète. La tradition sociologique américaine était essentiellement empiriste et pragmatique, avec de fortes pointes organicistes. Préoccupée surtout d'interventionnisme social, pour soigner les pathologies inhérentes à la croissance d'une société industrielle, cette sociologie puisait dans un patrimoine de recherches empiriques, d'observations sociographiques, qu'en Europe seule l'école de Le Play pouvait prétendre, dans une certaine mesure, égaler. En effet, de William Graham Sumner à William J. Thomas et Florian Znaniecki, cette sociologie élabore ses constructions théoriques à partir d'analyses concrètes, de recherches sur le terrain, de la nécessité de trouver des solutions pratiques aux problèmes d'intégration et de coexistence sociales. Pour rendre compte de la réalité étudiée, cette sociologie affine les concepts d'espace social, de communauté, de groupe (*in-group* et *out-group*), de pattern, de modèle culturel, de rôle, de status, de stratification, de groupes de références, de socialisation, d'opinion publique, de propagande.

Les sociologues européens émigrés aux États-Unis vont féconder ce terrain en y apportant les pratiques des analyses épistémologiques et méthodologiques. Cela apparaît clairement lorsqu'on examine les débats méthodologiques et les controverses théoriques à propos de l'utilisation des sondages dans l'étude des opinions publiques, des mesures d'attitudes, des structures de comportements, des motivations, des décisions et des choix, tant électoraux que professionnels, ainsi qu'à toutes les formes possibles de consommation.

A partir des années '40-50 les personnalités les plus influentes sont l'Américain Talcott Parsons, qui avait parfaitement assimilé la tradition européenne, et l'Autrichien Paul F. Lazarsfeld, initialement formé en mathématique, reconverti ensuite à la psychologie sous l'influence de Charlotte et Karl Bühler, devenu finalement sociologue dans l'émigration américaine. Parsons introduit dans la sociologie américaine le goût pour les grandes constructions théoriques (l'action sociale, le système social, la socialisation, l'école, la culture, etc.). Lazarsfeld met au point des instruments apparemment rigoureux pour l'étude empirique de l'action et élabore des théories pour la construction des variables, pour classer les relations, pour quantifier des données qualitatives; il rappelle à travers des recherches d'histoire de l'analyse les origines européennes de la quantification

sociale, ainsi que le lien étroit existant entre la théorie de l'action sociale et la recherche empirique. Il faut ajouter que Lazarsfeld a aussi imposé à la sociologie une culture. En lui faisant découvrir la tradition de la quantification des phénomènes sociaux des arithméticiens politiques, des caméralistes, des partisans du probabilisme et d'autres, il est arrivé à faire partager, notamment dans le domaine des choix des sujets de recherche, des préjugés et des prémisses, à faire valoir un certain style de l'enquête et des normes multistandard, à dater la naissance de la discipline sociologique autour du XVII^e siècle.

6. MARXISME, FONCTIONNALISME, THÉORIE DES SYSTÈMES

Cette greffe de la grande tradition européenne sur la sociologie américaine a transformé d'un coup la sociologie mondiale. Les recherches empiriques sur les minorités ethniques, sur l'amélioration des services sociaux, sur l'urbanisme, sur la délinquance, sur l'intégration des immigrés, sur la pauvreté, sur la marginalité, sur le langage sont dès lors constamment ramenées à une interrogation fondamentale: contribuent-elles ou non à construire la théorie sociologique, susceptible, comme n'importe quel instrument théorique, d'expliquer et prévoir les phénomènes sociaux? Cette interrogation s'est trouvée au cœur du débat sociologique jusqu'en 1968. Les tentatives de réponse ont été disparates et diverses. Dans la mouvance de Parsons, Robert K. Merton, constatant l'impossibilité d'une théorie sociologique susceptible d'éliminer toutes les difficultés de l'analyse, a soutenu la nécessité d'élaborer des théories sectorielles, de portée moyenne, « intermédiaires » parmi les hypothèses mineures, plus structurées que les généralisations empiriques qui rendent compte des variations concomitantes entre diverses variables. Ces théories de portée moyenne permettraient, dans le contexte actuel, d'assurer un assez bon degré de généralisation théorique, autrement dit, de passer aisément de la constatation empirique à la réflexion rationnelle. Comment les théories de portée moyenne pourront-elles accéder à la dignité de constructions théoriques, voilà un problème non résolu, voire insoluble selon certains. Cependant, plusieurs solutions ont été proposées.

L'une est fournie par la sociologie marxiste. Ayant longtemps occupé un rang subalterne par rapport au matérialisme historique, la sociologie marxiste tire tout son appareil conceptuel des fondements philosophiques du marxisme: les concepts de mode de production, de classe sociale, de conflit de classes, d'accumulation, de stratification, d'aliénation, d'idéologie et, naturellement, celui de globalité post-analytique. Le mode de production dominant détermine aussi bien les comportements que les attitudes. La tâche de la sociologie consiste à mettre en évidence les mécanismes de ces déterminismes à travers des analyses empiriques, dont le sens et la justification sont fixés par une philosophie de l'histoire, réputée comme théorie fondamentale. En d'autres termes, les observations empiriques et les corrélations descriptives doivent se rapporter à un modèle général qui fonde et justifie toute chose, et dont la pertinence et la légitimité ne sont pas discutées. En dépit des efforts d'un L. Althusser et d'un N. Poulantzas, la théorie de la correspondance reste ici prédominante: correspondance, corrélation, complémentarité entre les appareils idéologiques, les institutions et la structure économique. On ne trouve

aucune explication sur les causes de cette complémentarité, ni sur le pourquoi des fluctuations de la complémentarité, ni encore sur la manière dont la corrélation parvient à se maintenir plus ou moins constante entre la structure et la superstructure. On est renvoyé aux rapports sociaux tels qu'ils sont organisés par le mode de production, mais ce dernier ne s'explique pas, sinon à travers le type d'organisation social lui-même. Bref, c'est la clôture. Cette sociologie n'a même pas pu élaborer une théorie de l'incidence des facteurs matériels sur l'évolution des institutions super structurelles dans des conditions variables. La surdétermination marxiste organise les parties constituant une formation sociale en un modèle unique, qui est, dans tous les cas, fonctionnel pour le mode de production capitaliste.

La seconde solution est proposée par le fonctionnalisme qui, à partir d'autres présupposés, tente de donner à la construction de la théorie une réponse plus fondée, mais tout aussi générale que la réponse marxiste, en établissant un lien nécessaire entre la théorie et la recherche empirique. Le fonctionnalisme part du postulat que la société est une totalité dans laquelle les différentes parties sont en interaction réciproque. Ce postulat a pour résultat qu'entre la sociologie empirique marxiste et le fonctionnalisme existent des échanges et des influences cachées. Les projets eux-mêmes ne sont guère dissemblables : le fonctionnalisme, comme par ailleurs le marxisme, vise à réunir et à coordonner la masse disparate et incohérente des faits dans un modèle unificateur, capable d'expliquer le passé et le présent de la société. Ses origines remontent loin dans le temps, peut-être au même Spencer, mais sa plus récente systématisation a été l'œuvre des Américains L. J. Henderson, T. Parsons et R. K. Merton, ainsi que de tous les chercheurs sociaux réunis dans le « Pareto Cercle » de l'Université de Harvard.

C'est à cette école multiforme que l'on doit les descriptions les plus raffinées du fonctionnement des institutions, des administrations, des bureaucraties, des comportements (déviance, marginalité, pauvreté, etc.). Quant aux questions de savoir par qui, quand, comment, où et dans quelles conditions le contrôle en est assuré, le fonctionnalisme garde un mutisme absolu. Bien qu'en vérité il n'ait jamais vénéré le déterminisme structure/superstructure, le fonctionnalisme a reconnu l'importance des tensions entre les institutions et la structure sociale, entre les rôles et les status, sans toutefois n'avoir jamais pu expliquer comment une institution fonctionne réellement par rapport à toutes les autres institutions d'une société et pourquoi c'est tel modèle de rapports, et non tel autre, qui caractérise un système social en un moment historique déterminé. Le fonctionnalisme ne donne aucune indication à propos de l'origine et de la formation des institutions et des structures sociales. D'autre part, il ne peut différencier les acteurs et les institutions les uns par rapport aux autres, avec le résultat qu'il est impossible de dire dans quelles conditions un groupe social parvient à maîtriser les tensions d'un système et surtout s'il est capable d'identifier les groupes dont l'action est déterminante, voire dominante. Dans un tel paradigme, il n'est pas nécessaire de dévoiler les conditions d'apparition des systèmes, des institutions, des relations sociales. Les différences de structures observées se transforment en choix fonctionnels, donc en variables négligeables. La théorie générale des systèmes, la cybernétique et la théorie de l'échange, théories certainement abstraites, formalistes, sélectives, ont corrigé en partie l'héritage fonctionnaliste, notamment son défaut majeure, son incapacité de comprendre les significations, de prendre en compte les aspirations des agents sociaux et pourquoi ils perdent, dans certaines circonstances, de l'intérêt

pour le système normatif de l'ordre social. L'ordre et la cohérence, fruits souvent du jeu de hasard, ne sont pas les essences constitutives des actions humaines. Ils sont plutôt le résultat d'une infinité d'interactions visant à maximiser ce à quoi on attache de la valeur, à modifier, à diriger, à corriger des relations, des structures, des institutions, des organisations qui facilitent le vivre ensemble.

La théorie générale des systèmes a introduit en sociologie le concept de morphogenèse, alors que la théorie de l'échange, avec les modèles cybernétiques, a mis en lumière le type d'interaction qui alimente et gouverne dans le temps l'élaboration d'une structure particulière; elle établit un lien nécessaire entre la théorie et la recherche empirique; elle montre surtout comment ces structures interagissent dans une société donnée. Des nuances et des finesses ultérieures ont été introduites par l'interactionnisme symbolique, par l'ethnométhodologie, par les développements du néo-wébérisme. La théorie de la complexité, à son tour, emprunte à des modèles cybernétiques divers schémas (la rétroaction, les causalités circulaires, l'interaction du tout et des parties) et théorise de façon systémique des phénomènes contradictoires, réputés toutefois compatibles à cause des effets de système. Ce faisant, elle rationalise tout, y compris les conflits les plus mystérieux.

7. THÉORIES CRITIQUES DU SOCIAL ET DE LA SOCIÉTÉ

Considérant que le fonctionnalisme postule une unité fondamentale de la société et néglige, en définitive, les divisions et les conflits, le courant dit «Théorie critique de la société» tente de fournir une autre réponse au problème du statut et de l'utilité de la théorie sociologique. On peut considérer que ce courant dérive du marxisme. Son acte de naissance remonte aux années '30, mais il devient une pratique intellectuelle d'une certaine importance à partir des années '60. Restauration du marxisme contre une dégénération positiviste et stalinienne, la théorie critique de la société se présente comme une tentative globale pour expliquer la totalité de l'histoire. La systématisation la plus importante de cette tendance a été effectuée par Max Horkheimer, pour qui l'analyse sociologique doit révéler l'aliénation, le fétichisme et la fausse conscience produits par les mécanismes de reproduction d'un système fondé sur l'accumulation du profit. Il y a donc un lien entre l'analyse et les objectifs sociaux, négligés par la sociologie académique, et à ce propos Horkheimer affirme: «Concevoir l'histoire comme le produit nécessaire d'un mécanisme économique signifie se révolter contre l'ordre des choses existant [...]. Comprendre ce qui est arrivé jusqu'à présent signifie combattre pour qu'une nécessité aveugle devienne une nécessité signifiante.» La dialectique, laissée généralement de côté en sociologie, devient un instrument essentiel: «La pensée dialectique part de l'expérience que le monde n'est pas libre: l'homme et la nature existent en condition d'aliénation [...]. Le refus définit alors le processus de la pensée et celui de l'action.» A ce stade, la rupture entre théorie et pratique est totale. La théorie sociologique et la recherche empirique reçoivent un sens et une justification d'une théorie du social préexistant, que d'aucuns définissent comme métathéorie. Certains ont pu comparer la théorie critique de la société à une forme de philosophie sociale, ce qui est vrai en partie, bien que les rapports qui pourraient s'établir entre l'analyse sociologique et la dialectique

demeurent encore mystérieux. Les recherches pour faire de la dialectique un instrument sociologiquement opératoire, sont peu développées, et inutilisables dans la recherche sociale de terrain. Le structuralisme se présente, par contre, comme une tentative de donner une réponse satisfaisante à tous les problèmes que l'on n'a pas encore su résoudre convenablement. Courant intellectuel polymorphe, regroupant des spécialistes de disciplines variées, le structuralisme a suscité un intérêt très intense en sociologie mais point d'analyses concrètes. S'il met en évidence des formes de causalités spécifiques à certains phénomènes sociaux, il n'explique pas, toutefois, pourquoi elles ne doivent rien aux intentions des acteurs.

Les notions de structure et de fonction, utilisées déjà du temps de Spencer et de Durkheim, ainsi que celle de système, dès l'époque de Pareto, bien que courantes dans la pratique de la recherche, n'ont jusqu'à présent pas donné lieu à des constructions théoriques dont les applications pratiques auraient pu paraître évidentes en sociologie.

8. LES DÉFIS LANCÉS À LA SOCIOLOGIE CONTEMPORAINE

Empêtrée dans des difficultés inextricables, incapable de résoudre les problèmes épistémologiques les plus fondamentaux, de réunir en un appareil conceptuel satisfaisant des recherches parcellaires, de rendre compte du sens de l'histoire; divisée en dizaines de spécialisations et toujours plus impuissantes à assurer entre elles la communication et les échanges, la sociologie des années '70 s'est interrogée sur ses insuccès, sur ses fonction et sur ses perspectives d'avenir. Et, surtout, sur son incapacité à rendre compte des vicissitudes humaines de façon plausible. Les événements politiques, culturels et académiques qui depuis la moitié des années '60, agitent le monde et la corporation des sociologues, ont déchaîné un débat passionné sur la recherche sociologique, sur le rôle du sociologue, sur la crise de la science sociologique et favorisé des examens de conscience dont témoignent *The Coming Crisis of Western Sociology* (1970) et *For Sociology. Renewal and Critique Sociology Today* (1973) du regretté Alvin W. Gouldner.

Les mouvements étudiants ont dramatisé, certes, et aggravé la situation. Décus et découragés, beaucoup de sociologues ont pensé que la sociologie ne pourrait jamais être une science et qu'elle devrait renoncer à la prétention d'une autonomie disciplinaire. Une variété de marxisme vulgaire a tenté de donner dignité à cette prétention. En réalité, sous les déclarations politiques apparemment extrémistes, la sociologie radicale, contestant et niant la discipline en tant que science institutionnalisée, réduit la réalité sociale à la réalité politique. Le refus de la sociologie est justifié, au fond, par la praxis politique. Sociologie et intervention politique finissent par se confondre et se compléter réciproquement. D'autres, conscients de la situation, ont essayé de fondre la sociologie dans le complexe des sciences sociales, d'en faire un chapitre (comme l'histoire, l'anthropologie, la psychologie, etc.) de l'étude de l'homme en société.

Ici aussi, comme pour le structuralisme, les déclarations d'intention ne sont pas suivies de recherches concrètes. Les difficultés humaines et institutionnelles

sont telles que la pluridisciplinarité restera longtemps un objectif idéal. Des courants très hétérogènes tentent de surmonter les difficultés auxquelles la sociologie est confrontée aujourd'hui, en reprenant l'étude de l'analyse et des pratiques sociales ordinaires. Ce sont l'approche phénoménologique, celle de l'ethnométhodologie, de l'interactionnisme symbolique, de la théorie fondée, de la sémiologie de la sociologie, de la science de l'autonomie. Toutes ces approches rejettent le point de vue durkheimien classique, selon lequel la réalité collective détermine unilatéralement le comportement humain. Elles considèrent que ce sont les individus qui construisent la réalité sociale. Elles attribuent à l'interaction des qualités émergentes, et par là même réservent une place importante à l'étude du sens commun et à l'anthropobiologie, de même qu'à la sociologie animale. En ouvrant la voie à l'étude de la genèse de la communication langagière et iconique dans la formation et la transmission de la pensée sociale, à l'analyse des phénomènes linguistiques et sémiotiques impliqués dans le fonctionnement intersubjectif de la pensée spontanée, les chercheurs ont pu faire l'inventaire sommaire des processus de production et de reproduction du sens commun, cerner le rôle des inférences dans son élaboration et entrevoir les mécanismes grâce auxquels les acteurs utilisent les informations dont ils disposent.

La sociologie, par ce biais, revient à l'investigation de la vie quotidienne, entendue comme expérience structurant les comportements collectifs et comme histoire immédiate. Les sociologues ne se limitent plus à décrire les règles d'inférence, à privilégier les causes externes (les situations et les contextes) au détriment des causes internes (la psychologie de l'acteur). Ils essayent de découvrir également les règles de correspondance, de mettre en rapport la mémoire sociale et individuelle avec la mise en œuvre de l'inférence, ainsi que l'interconnexion existant entre la perception, les représentations mentales, l'usage spontané des typologies en tant qu'outils pour organiser les informations et pour effectuer les inférences.

L'idée, l'image de la société, qui fondaient et construisaient l'appareillage conceptuel de la sociologie, sont ainsi devenues moins nettes, moins visibles. En plus, une telle diversité de perspectives a favorisé l'utilisation de techniques de recherche multiples et variées. Des observations intensives et extensives aux observations directes et indirectes, les techniques dont dispose aujourd'hui la recherche sociologique sont très nombreuses et le choix de leur application dépend souvent de la spécialisation du chercheur, du temps disponible et de l'ampleur des investissements financiers prévus. Entre toutes les techniques, l'une d'elles semble avoir une place privilégiée : l'enquête avec questionnaire. C'est à travers le questionnaire que l'on vérifie les hypothèses de travail et que l'on met en évidence les attitudes liées aux hypothèses. Généralement, le questionnaire est administré à un échantillon représentatif de l'univers que l'on veut étudier (échantillon construit selon les règles de statistique). Toutefois, à côté des techniques plus ou moins codifiées, il y en a d'autres, plus souples : par exemple, l'enquête libre, les techniques projectives, l'observation directe des comportements spontanés et l'observation directe des comportements provoqués, ce que d'autres disciplines nomment l'expérimentation.

Le développement des techniques de mesure de plus en plus sophistiquées a permis de quantifier des informations très complexes et de promouvoir des types

d'analyse qui permettent de vérifier l'homogénéité des classes et de décrire des relations entre variables. Les modèles sur lesquels se fondent ces recherches vont de la simulation aux hypergraphes et à la topologie. À la base de telles approches, se trouve la croyance que la sociologie peut percer le mystère de la société de la même façon que la physique révèle la structure sous-jacente de la nature. Beaucoup de sociologues sont convaincus qu'un jour il sera possible d'élaborer des théories où l'agencement des termes et des propositions répondra aux critères de fermeture et de complétude.

À côté des formalisations qui se développent de plus en plus et de la multiplication des niveaux d'analyse différenciés, bien que concomitants, la sociologie redécouvre l'analyse historiographique et, bien entendu, les techniques d'observation ethnologique, ainsi que les attaches avec la psychologie et la psychanalyse. Puisqu'on commence à prendre acte que les faits sociaux ont un caractère historique, des chercheurs tentent maintenant d'expliquer de quelles façons se forment, se développent et se modifient les formes d'associations particulières et conscientes unissant les individus en des configurations sociales complexes.

Au niveau des techniques de recherche également, la sociologie s'interroge sur les unités significatives d'analyse, sur la manière de mesurer l'impact de celui qui perçoit sur celui qui est perçu, de celui qui mesure sur celui qui est mesuré, sur la neutralité de l'observateur, sur la perception objective des observations, sur l'implication et la distanciation du sujet par rapport à l'objet, sur les bases empiriques des sciences de l'homme et de la société.

La sociologie s'enquiert également de la quantification mathématique en tant que mode spécial, particulier, de découverte, d'argumentation, de démonstration et de quantification statistique, celle-ci basée sur les probabilités qui se passent des modes observationnels tout en utilisant des modes déductifs d'argumentation. Elle doute et cherche de nouvelles voies. Mais pour fonder sa légitimité scientifique et retrouver une fonction sociale ainsi que les sources du savoir, de la connaissance et de l'action, la sociologie peut-elle ignorer ses liens avec la biologie et la psychologie?

Parmi les carences notables de la recherche méthodologique, celle sur les méthodes comparatives reste la plus frappante. Au cours des dernières décennies, le seul à avoir utilisé systématiquement la comparaison a été l'auteur de *Homo hierarchicus. Essai sur le système des castes* (1966), de *Homo aequalis*.^{*} *Genèse et épanouissement de l'idéologie économique* (1977) et des *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne* (1983).

Louis Dumont, dans ses recherches, a étudié ensemble deux ou plusieurs objets de pensée pour en chercher les différences, les ressemblances, voire même les degrés de comparaison. Il ne compare pas des éléments isolés mais des ensembles, il analyse ces ensembles les uns par rapport aux autres. Pour ce chercheur l'ensemble ne doit jamais être réduit à la somme de ses éléments; son importance est unique; l'idéologie lui donne l'unité, le sens, les significations du monde, de la société et de leurs rapports réciproques. En bref, ce type de comparaison permettrait de remonter à un prototype originel à partir duquel serait possible, par la suite, la détermination des évolutions successives. La notion d'englobement nous oblige à penser ensemble des choses opposées et contraires, les éléments séparés trouvent une signification hors d'eux-mêmes alors que celle de hiérarchie: «[...] au niveau inférieur, il y a distinction [...] complémentarité ou

contradiction», tandis qu'au niveau supérieur, il y a unité. « La hiérarchie consiste dans la combinaison de ces deux propositions de niveau différent. Dans la hiérarchie ainsi définie, la complémentarité ou contradiction est contenue dans une unité d'ordre supérieur», avec le résultat «que le même principe hiérarchique qui asservit en quelque sorte un niveau à l'autre introduit en même temps une multiplicité de niveau qui permet à la situation de se retourner».

La réalisation pratique d'un tel programme n'est guère aisée. Comment décrire et comprendre l'univers et toutes ses parties, les entités les plus petites ainsi que les plus grandes, alors que nous ne sommes jamais tout à fait fixés sur le «qu'est-ce qu'on peut comparer», sur la nature qui relie les similarités ou les différences, sur les critères à choisir pour décider des similarités (fondées sur des définitions qui excluent les qualités non retenues) et des différences (lesquelles sont infinies)?

Ces doutes, ces interrogations attendent toujours des réponses plausibles.

9. QUESTIONS OUVERTES ET PROBLÈMES À RÉSOUDRE

Ce bref tour d'horizon montre que le discours sociologique dépend essentiellement de l'idée et de la représentation que nous nous faisons de l'espace social et de la société, et que ces mêmes idées et représentations sont fonction de l'imaginaire social de la modernité occidentale, de sa conception globale de la validité universelle et de la validité contextuelle. Les concepts sociologiques dérivent de ces idées et de ces représentations et ont donc une histoire, laquelle assume souvent une fonction idéologique. Une analyse scientifique est une histoire du mode de production de ces concepts, de leurs utilisations pratico politiques, des modalités selon lesquelles ils construisent et représentent la réalité. L'histoire des théories sociologiques, des représentations de la réalité sociale, de leurs évolutions, indique clairement que cette vision de la sociologie, avec sa conception générale de la société et de ses mouvements, a favorisé la diffusion des théories de la reproduction et du système social.

Dans cette sociologie, la théorie proliférait, créait les faits, et c'était ensuite ces mêmes faits qui vérifiaient la théorie de départ. Et l'on a baptisé ce mouvement circulaire, cette clôture: l'épreuve des faits, la vérification moyennant l'observation et le raisonnement. Il paraît aujourd'hui évident que les faits ne sont inscrits ni dans le monde qui nous entoure ni dans notre monde intérieur, et qu'il est illusoire d'imaginer pouvoir enregistrer les faits qui résultent toujours d'un ensemble d'opérations mentales d'organisation, de mise en relation et de complexification; par ailleurs, en admettant un instant qu'il existerait quelque part des faits donnés une fois pour toutes, ceux-ci ne suffiraient pas à supporter les déductions. L'importance des discours pratiques est désormais manifeste et nous commençons par ailleurs à connaître les mécanismes susceptibles de les produire. Les recherches sur l'argumentation permettent de décrypter les modalités du fonctionnement de la logique naturelle et nous expliquent les raisons pour lesquelles les sciences sociales ont constamment recours aux métaphores et aux métonymies.

La raison pratique est gouvernée par des lois qui ne se laissent pas immédiatement formuler en termes mathématiques. Dans les aristotéliennes sciences

« pratiques et poétiques », nous trouvons d'autres rationalités à l'œuvre. Dégager des structures et leur attribuer ensuite des formes logicomathématiques n'est possible qu'à l'intérieur du paradigme booléen. L'écart entre l'algèbre de Boole et la pensée naturelle est si grand que le sociologue est obligé de recourir au non formel pour saisir la forme des faits et les processus, ou encore de faire appel à une aide extérieure pour expliquer les systèmes formels dépourvus à la fois de sujets et de critères d'interprétation. C'est ce qui est à l'origine de la production de sens, de significations, des raisons signifiantes des sociétés modernes, des significations sociales, des raisons symboliques.

La sociologie est enracinée dans des discours considérés comme pratiques, comme systèmes symboliques, comme production et reproduction des significations de la réalité sociale. Ses fonctions cognitives, opératoires et figuratives, d'explication et d'implication, dépendent essentiellement de la fonction symbolique générale qui est à l'origine de l'acquisition du langage et des signes collectifs. Grâce à la fonction symbolique, l'expérience comme action et comme construction progressive accède aux conditions sociales d'existence ; grâce à elle tous les systèmes de représentation, verbale et non verbale, désignent des classes d'actions et d'objets, génèrent des significations individuelles et collectives.

10. DES PRATIQUES SOCIALES AUX THÉORIES?

Dès les années '60, les sciences sociales ont été caractérisées aussi par deux autres particularités : elles opposaient les traditions sociologiques et alimentaient un système d'exclusion rigoureux. Plutôt que de dialoguer, les tenants de ces traditions rivalisaient en combats souvent sectaires, toujours stériles. Pour eux, il y avait, d'un côté, la sociologie en tant que science et, de l'autre, la sociologie en tant qu'étude littéraire ; la recherche véritable, quantitative, et l'essayisme plus ou moins littéraire, qualitatif car bâti sur des données minces et rapidement mises en place, élaborées de façon pointilliste ou impressionniste. Ces deux types de sociologies essaïmaient cependant largement dans les trois traditions que Randall Collins, dans *Three Sociological Tradition*, livre paru en 1985, considérait comme les plus représentatives de la théorie sociale contemporaine, c'est-à-dire le marxisme, le durkheimisme et le micro-interactionnisme¹. Il paraît utile de rappeler que les paradigmes conflictualistes et fonctionnalistes étaient déjà en perte de vitesse dès la fin des années '70, que la sociologie psychanalytique avait été éradiquée pour de bon environ à la même époque, et que le paradigme micro-interactionniste était devenu immédiatement spongiforme. En bref, contrairement à ce que Collins croyait, nous étions déjà dans l'époque du tohu-bohu théorique. Le néo-fonctionnalisme de R. Münch (*Gesellschaftstheorie und Ideologiekritik*, 1973, et *Theorie des Handelns. Zur Rekonstruktion der Beiträge von Talcott Parsons, Emile Durkheim und Max Weber*, 1982) et N. Luhmann (*Soziologische Aufklärung I*, 1970, et *Soziale Systeme. Gündriss einer allgemeinen Theorie*, 1984), le structuralisme du Network, la théorie des choix rationnels, la sociologie

¹ Randall Collins a complété cette vision in *Four Sociological Tradition : Selected Reading*, New York, Oxford University Press, 1994, et in *Macrohistory : Essays in Sociology of the Long Run*, Stanford, Cal., Stanford University Press, 1999.

cognitive, le « tournant linguistique », le post-structuralisme, le post-modernisme, ainsi que les innombrables versions de l'interactionnisme symbolique, de l'ethno-méthodologie nouvelle manière, avaient métissé les traditions ou en faisaient bourgeonner d'autres. Sans parler des bouleversements produits par les œuvres de Winch, Gadamer, Apel, Habermas, Taylor et tant d'autres.

De ce tohu-bohu indescriptible (aucun historien de la sociologie n'a été capable jusqu'ici d'en établir un inventaire même sommaire), a commencé à émerger, peu à peu, une critique radicale des néo-positivismes et de l'empirisme logique. Ainsi sur les théories sociales récentes on a estampillé l'étiquette de « post-positivistes ». Le post-positivisme est guidé par une orientation générale commune à toutes ses expressions particulières : la réflexivité générale, l'herméneutique, l'action, l'identification des comportements (soit au sens de Anthony Giddens, soit au sens de Alessandro Pizzorno), l'intention communicationnelle, les fondements du lien social et des modèles normatifs. En d'autres termes, le post-positivisme s'attache à rendre compte des significations, des justifications, et il est en train de créer les conditions pour la naissance d'une rudimentaire pragmatique de la réflexion.

Dès lors, le fait social, perçu comme fait sémantique porteur de sens, n'est plus incompatible avec la singularité des situations sociales et avec l'intentionnalité des sujets, des acteurs sociaux. De ce fait, on a pu commencer à élaborer les nouvelles règles de la méthode sociologique, selon la formule qu'Anthony Giddens a utilisée dès 1976 (*New Rules of Sociological Method. A Positive Critique of Interpretative Sociologies*), grâce auxquelles décrire, expliquer, comprendre et « normer » deviennent les piliers de l'explication en sciences sociales.

La délitescence de l'orthodoxie, assurée pendant longtemps par l'empirisme logique, a réduit en miettes le modèle d'explication nomologique. Et c'est ainsi que de la causalité nous sommes arrivés à la rationalité, et que des plages syntactiques du processus d'explication scientifique nous sommes passés à celles de type sémantico pragmatique. (Stephen P. Stich, *From folk psychology to cognitive science: the case against belief*, 1983, et *Fragmentation of reason: preface to a pragmatic theory of cognitive evaluation*, 1990). Tout cela a marqué un grand tournant dans l'analyse sociologique : le projet de définir les formes de la connaissance de façon logiquement indépendante de l'observateur, de la société où ces formes s'inscrivent et de la communauté scientifique chargée de les contrôler, ce projet a été abandonné. L'abandon du programme de reconstruction rationnelle en tant qu'opération fondatrice de la connaissance scientifique, la renonciation à l'ambition d'ériger des modèles langagiers ayant la logique formelle comme référence ultime, ont obligé les sciences sociales à s'engager dans une monumentale entreprise intellectuelle. Jean-Claude Passeron, dans *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel* (1991), juge que cette entreprise a la prétention de « marquer le rattachement à l'esprit scientifique des principes de la connaissance du social, même si ceux-ci ne se laissent pas unifier en une théorie générale de la société ».

Depuis 1984-1985, la « Revue européenne des sciences sociales » a participé activement aux débats concernant ces problématiques. Tous les fascicules de cette revue témoignent de l'attention réservée non seulement aux questionnements disciplinaires, aux théories sociales, aux connaissances ordinaires, mais aussi aux exigences de l'unité du savoir, de l'utilité de la science et de la technique dans les

sociétés contemporaines, aux affrontements des écoles sur le plan théorique et dans les institutions universitaires et de recherche.

Dans l'impossibilité de rendre compte de plusieurs centaines d'articles et des divers volumes de la collection « Travaux de sciences sociales » consacrés à disséquer les connaissances sur le monde social et sur sa réelle complexité, on se bornera ici à résumer ce que je considère les points forts de notre travail.

Il faut noter, préliminairement, que les analyses des problèmes à résoudre, les façons dont les collaborateurs de la revue comptaient les résoudre, les facteurs explicatifs, techniques et méthodologiques auxquels ils ont fait recours, attestent la résistance raisonnée au réductionnisme méthodologique et le refus de transformer les objets matériels en objets formels. Si ces derniers sont construits sur la base de certaines propriétés des premiers, la connaissance scientifique n'est alors que l'extension, l'approfondissement de la connaissance ordinaire, d'où l'importance – dans les sciences de l'homme et de la société – des langages naturels. Etant donné que les propriétés d'un système et les effets qu'il génère proviennent des interactions établies par les sujets avec l'environnement, il est obligatoire, dans ces conditions, de reconnaître également le rôle joué par l'intuition immédiate ou médiatisée, par l'imagination alimentée par les savoirs communs, dans le travail d'observation, d'idéalisation et d'abstraction effectué par le chercheur afin de rendre compte des comportements sociaux dans toute leur complexité et sous tous leurs aspects.

La théorie sociologique n'étant pas un système axiomatique partiellement interprété, étant plutôt une entité extralinguistique dont les propriétés sémantiques et structurelles véhiculent les construits historiques d'un groupe social, la variété des processus de médiation par lesquels ces construits sont transmis et la disparité des effets de cette transmission sur la constitution des sujets se référant à « quelque chose », il en appert que diverses formulations d'une même théorie sont concevables et possibles.

Les dimensions mentales et biocomportementales du fonctionnement des actions sociales sont-elles le produit de l'évolution biologique, de l'histoire humaine, ou de la culture ?

Dans le but de clarifier les modalités des interactions entre ces dimensions, on a réservé une attention particulière aux travaux des sociobiologistes à la Edward O. Wilson, de Jean Piaget, de Adolf Portmann, des cognitivistes, des culturalistes et de bien d'autres. Et on est arrivé à la conclusion qu'il n'y a pas de déterminismes ni biologiques ni socioculturels, que les comportements ne sont pas conditionnés exclusivement par le patrimoine génétique ni même par des sémantiques particulières à l'œuvre dans un groupe. Les interactions sont le produit de facteurs dépendant directement du sujet et du monde environnant. Les contenus mentaux (jugements, idées, besoins, désirs, évaluations) des individus prennent un caractère extérieur lorsqu'ils sont objectivés aux moyens de catégories intériorisés, par assimilation ou accommodation, dans un milieu socioculturel donné. Dire que l'individu s'adapte à son environnement ne suffit pas à rendre compte du fait qu'il fournit la preuve, dans ses décisions, de souplesse et d'efficacité, et que dans une relation à autrui il sait mobiliser, convenablement, l'ensemble de ses capacités cognitives. L'individu est un acteur de la vie sociale agissant avec les autres, dans un monde de significations. Pour comprendre le sens des actions, la connaissance des règles ne suffit pas, il faut connaître comment les individus organisent leurs

expériences dans l'environnement social, comment se développent les dynamiques situationnelles interindividuelles, les niveaux d'insertion sociétale, les croyances, les valeurs, les idéologies, en bref les processus d'organisation de la vie sociale. De même, pour expliquer et valider les règles d'inférence, il faut disposer d'une représentation de la causalité, qui seule justifie à la fin l'inférence. Pour l'obtenir, il faut partir du social en tant qu'élément constitutif des processus cognitifs, il faut décrypter l'interdépendance existant entre le niveau micro-psychologique individuel et le niveau macro-social.

Le comportement individuel est foncièrement social. Il se constitue, se réalise et se manifeste grâce aux échanges, aux négociations, aux significations, à la fabrication de connaissances partagées, aux savoirs ordinaires communs.

Comme alternative aux doctrines holistes (primauté du social) et aux doctrines individualistes (primauté des individus), Serge Moscovici (*Social Representations. Explorations in Social Psychology*, 2001), après avoir montré les apories de la classique relation binaire sujet/objet, a proposé de les contourner grâce à la relation à trois termes : sujet individuel (Ego), sujet social (l'Autre), l'objet. Ainsi l'explication s'enrichit par la prise en compte des liens entre l'individuel et le collectif, entre le sujet et le système, entre leurs genèses, structures et fonctions. Les initiatives et les choix, les possibilités d'action, sont ainsi analysables en tant que produits d'interactions avec les autres, avec les familles, les institutions, les catégories socioprofessionnelles, en somme avec l'environnement social et naturel.

Les représentations sociales sont des définitions communes élaborées socialement ; elles constituent les systèmes de catégorisation d'aspects du monde, propre à une culture donnée à un moment donné ; elles favorisent, pour les membres de cette même culture, l'appropriation cognitive collective et leur fournissent un guide pour l'action. La théorie des représentations sociales ramène au centre des processus mentaux individuels les processus sociaux et communicationnels entre les groupes et les catégories sociales. Les représentations sociales se construisent socialement en fonction des phénomènes, de l'expérience partagée par la collectivité, même si sur le sens de ces phénomènes il n'y a pas d'identité de vue parmi les différents sous-groupes et les différents acteurs sociaux. Elles se construisent dans la vie des groupes, dans les conversations et les échanges qui les fondent ; leur origine se trouve dans le besoin propre à chaque acteur social de donner un sens aux phénomènes inattendus qui mettent en crise les certitudes de la routine quotidienne. En d'autres termes, les représentations sociales reflètent les pratiques sociales et déterminent l'apparition des nouvelles.

Mais pourquoi alors a-t-on expliqué jusqu'ici les phénomènes sociaux par d'autres phénomènes sociaux et les phénomènes individuels par des causes psychiques ou biologiques ?

Il est admis que les éléments subjectifs, les émotions et les capacités mentales des individus ne déterminent pas la vie en commun car la psyché individuelle est redevable à la société, aux relations entre les hommes et les institutions, et c'est bien cela qui doit déterminer le contenu et la structure des façons de penser et d'agir de tout un chacun. Moscovici a noté avec perspicacité dans *La machine à faire des Dieux. Sociologie et psychologie* : « Leur manière de raisonner, les phrases qu'ils forment, et les habitudes qu'ils ont de marcher ou de sentir proviennent du monde social et y sont incorporées. Que ce soit par tradition ou par apprentissage, elles deviennent des dispositions personnelles, une fois reprises du fonds commun. »

Tout ce qui advient dans une société a son origine, selon Pareto, dans les passions, dans les sentiments, dans un amalgame d'intérêts et de pensées. Les créations religieuses, politiques et culturelles, qui président à l'être et à l'agir ensemble, sont le produit de sentiments cristallisés en croyances puissantes. Si la démonstration d'une vérité ne pousse pas à l'action, si pour faire agir quelqu'un il faut transformer une idée en croyance, l'enraciner dans la forme de pensée des masses, la rendre irrésistible en la faisant devenir inconsciente, alors il ne faut pas détacher les causes sociales des causes psychiques.

La vie sociale est faite de passions (charisme, sacrifice, effervescence, communauté, révolution, etc.) et de croyances. Les unes et les autres ne disparaissent jamais; elles gouvernent les mouvements, les crises, les phénomènes. Causes sociales et causes psychiques se fondent et se confondent; elles sont inséparables. Certaines formes de croyances, religieuses et autres, peuvent s'éteindre, mais la croyance en tant que ciment de la vie collective est éternelle. Aucune vie collective n'est possible si elle n'est pas soutenue et vivifiée par la croyance en son être et en son devenir. Les systèmes de croyances et les modèles culturels sont organisés par les groupes sociaux en représentations sociales, en constructions de la réalité et raisonnements partagés au fil des interactions quotidiennes. La destinée des hommes s'inscrit dans les rapports avec les autres, avec la nature, et évolue à travers les différentes formes d'organisation sociale. Pareto, Durkheim, Weber, Simmel et Mauss l'avaient entrevu et c'est pour cette raison que nous continuons à les lire.

11. AUTOUR DE LA SOCIÉTÉ, DE LA SOCIALISATION ET DU LIEN SOCIAL

Concept propre à une multiplicité de disciplines, sa définition demeure aujourd'hui encore ambiguë et équivoque. Même la réalité ou les fragments de réalité que les concepts voudraient représenter restent foncièrement confus et indéterminables. La définition la plus générale et la plus large entend par société une réunion d'individus de la même espèce, interagissant, au-delà de la simple activité sexuelle, de manière réciproque et coopérative, dans un espace social. De ces interactions émanent des propriétés supérieures à la somme des interactions singulières. Ces propriétés s'ordonnent en hiérarchie et en niveau organisationnels. Ceux-ci confèrent du sens aux actions, aux événements, aux comportements et déterminent les modèles normatifs, les engagements et les consensus, les droits et les devoirs.

Les termes de cette définition font volontairement ressortir non pas l'agrégation d'individus distincts, mais les niveaux d'interaction coopérative et les formes d'organisation émergeant des communications. C'est en effet le type et le degré d'organisation des interactions qui distinguent la foule, la communauté, le groupe avec son langage, et autres sous-ensembles de cet ensemble des ensembles qu'est la société. On appelle communément «sociétés» des ensembles relativement stables dans le temps et dans l'espace à l'intérieur desquels existent des communications fréquentes et structurées, des modèles d'organisation des comportements qui intègrent les différences et facilitent la solution des problèmes de production, de reproduction, de la survie existentielle et sociale. Ces ensembles ont une cohésion d'autant plus forte que le réseau de structuration des connexions est complexe, l'occupation de l'espace intense, l'autonomie symbolique élevée.

L'ensemble « société » comprend donc une myriade de sous-ensembles diversement appelés (groupe, sous-groupe, communauté, famille, tribu, clan, etc.). Les définitions de ces sous-ensembles sont elles-mêmes non univoques ; elles sont par ailleurs innombrables et discordantes. Schématiquement, un groupe est un agrégat doté d'une organisation interne et caractérisé par un comportement coopératif spécifique, alors qu'une communauté est formée d'un groupe ou de plusieurs groupes qui vivent l'organisation interne et l'engagement coopératif selon des modèles bien déterminés.

L'un et l'autre possèdent des systèmes symboliques propres, des cultures qui s'imbriquent, sous des modalités diverses, dans celle plus vaste et plus compréhensive de la société.

Dans tous les cas, le terme société inclut celui de « social » et de « socialité », dans la mesure où ils sont caractérisés par des processus de nature interindividuelle producteurs des structures de l'existence sociale.

On sait que le concept de société a donné lieu, dès l'Antiquité, à des représentations différentes. La société est un organisme, une totalité composée de parties dont chacune remplit des fonctions spécifiques et qui toutes ensemble concourent à une fonction supérieure, diversement qualifiée. Ou encore, la société est représentée par une idée ou une image, ou par les formes des institutions et des régimes dont elle est dotée. Quelquefois, les régimes sont réduits à trois types sociaux (despotisme, monarchie, république) à travers lesquels ont fait émerger la permanence de l'ordre social. Quelles que soient ces formes, l'ordre social produit alors des « rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses », c'est-à-dire du climat, du terrain, de l'esprit général de la nation, de l'utilisation de la monnaie, des caractéristiques du commerce, de la composition de la population, de la religion pratiquée, etc. Ce sont les interactions entre toutes ces variables qui détermineraient la richesse et la variété de la vie politique et sociale.

Enfin, on trouve aussi la représentation de la société comme système stratifié, avec des individus ou des groupes qui se trouvent en haut ou en bas. Cette hiérarchie sépare les individus ou les groupes et les dispose inégalement dans l'espace social.

Ces représentations sont contrecarrées par d'autres, qui parfois définissent aussi les contours de la société juste ou de la bonne société et indiquent les acteurs (bourgeoisie, prolétariat, etc.) susceptibles de la réaliser, montrent les instruments qui la rendront possible (la révolution, l'hégémonie, l'Etat) et l'imaginaire social qui lui attribuera sa forme (libéralisme, socialisme, démocratie, etc.).

De toute évidence, les idées et les images de la société donnent au concept une portée et des contenus très différents, et cependant elles forment un véritable système à l'intérieur duquel les significations et les sens particuliers sont éclairés et reliés, acquièrent continuité et cohérence. Le vécu profond que ces idées et ces images préfigurent est souvent informulable en termes discursifs. Ni allégoriques ni symboliques, elles signifient parfois quelque chose qui ne peut être désigné ou connu sinon à travers le symbole même qui les a exprimées. C'est pourquoi le terme « société » parle à travers des images et l'ensemble des significations propres aux images isolées s'actualise et le sens de chacune d'elles se précise en cours de route. Mais quelle que soit la nature de cette universalité et bien qu'elle possède un pouvoir expressif propre, l'image qui parfois devient dominante peut ne pas avoir la même signification dans tous les emplois possibles. Elle peut signi-

fier des choses différentes, opposées, et dans une utilisation différente sa signification s'actualise en se définissant à l'intérieur d'un système particulier. Pensons au cas de la société libérale, de la société socialiste, ou encore au cas des démocraties libérale, populaire ou avancée.

L'agencement interne du terme n'est pas opératoire, il est seulement significatif. C'est pourquoi il constitue lui-même un symbole, un point d'ancrage qui permet de rechercher le sens et cette quête du sens assure son unité. Peut-être est-ce cette fonction symbolique qui fait dire au terme « société » beaucoup plus qu'il ne représente effectivement, qui évoque les objets absents avec un jeu de significations, et qui les relie aux éléments présents.

On parle constamment des types de société, bien que cela implique une discontinuité radicale entre les ensembles et présuppose dans le même temps une unité primordiale. Qu'est-ce que cela suggère effectivement ? Un ordre social constituant la trame de la vie, et qui prend des formes différentes dans le temps et dans l'espace. Il reste à trouver les causes de l'émergence de ces formes, les raisons de leur durée, de leur disparition. Les guerres, les conquêtes, les massacres, les épidémies, les catastrophes naturelles n'entraînent pas automatiquement la dissolution d'un type social. Pour qu'un tel effet se produise, il faut d'autres conditions préalables. Lesquelles ? La culture ? Et pourquoi tous les processus interactifs n'engendrent-ils pas des cultures capables de conjurer la dissolution d'un type ou d'une forme ? Et pourquoi les cultures produisent-elles, plus ou moins accentués ou apparents, des niveaux d'interprétation de la vie collective aussi disparates, aussi différents et parfois aussi contreproductifs ?

Si cet ordre social primordial préside au maintien d'une forme et d'un mode de relations, d'une détermination réciproque d'engagements et d'accords, de droits et de devoirs, pourquoi donc est-il incapable d'adaptations automatiques dans toutes les situations ?

Le comportement d'un individu se modifie sous l'effet de ses interactions avec d'autres membres de la société, par l'expérience sociale accumulée. Chaque individu, en grandissant, acquiert des caractères sociaux fondamentaux, assimile et s'accommode à la culture à laquelle il appartient, s'instruit et s'éduque en elle et par elle, apprend à assumer un status et à exercer des rôles divers.

Pour survivre biologiquement, l'individu doit s'alimenter, respirer, se réchauffer, dormir, excréter, savoir agir, utiliser et profiter de l'expérience sociale accumulée. La satisfaction de ces besoins élémentaires est assurée grâce à l'intervention de certains agents explicitement affectés à cette tâche. Ces besoins élémentaires sont universels, bien qu'ils se révèlent diversement valorisés d'un groupe social à l'autre. La valorisation s'opère par la médiation du langage, bien que ce soit le système culturel qui l'a codifiée. Il en résulte que les besoins sont variables et problématiques. Chaque individu doit satisfaire un certain nombre de besoins, mais la valeur et l'ampleur de ceux-ci reçoivent une signification du contexte des relations sociales particulières, d'une raison signifiante déterminée. Dans chaque groupe culturel il existe des systèmes pour obtenir des membres la propreté corporelle, le contrôle des frustrations, la communication correcte, la maîtrise de la peur de la mort. Et pourtant ces systèmes agissent par des voies très différentes, suivant des perspectives et des justifications manifestement contradictoires.

Ce processus est appelé processus de socialisation. Il vise en premier lieu à conserver et à transmettre l'expérience sociale accumulée, les connaissances

acquises, à transmettre et à inculquer la culture qui donne un sens aux comportements, aux choix, aux activités, et qui oriente même matériellement les membres du groupe. En deuxième lieu, il a pour but de préserver les modes de socialisation prédominants dans le groupe et dans les institutions, et à faire en sorte que ceux-ci puissent continuer à les mettre en œuvre. Puisque cette conservation et cette défense dépendent dans une large mesure des modes d'organisation des rapports de pouvoir et de l'importance que la culture attribue aux diverses institutions de socialisation, le processus de socialisation est lié à la situation des rapports de force, à la structure et aux conditions d'exercice du pouvoir. Enfin, pour préserver la satisfaction des besoins élémentaires, il faut sauvegarder les institutions économiques, raison pour laquelle il est indispensable de maintenir un niveau de compétences techniques, de rapports formels, de solutions efficaces, possibles grâce à l'existence d'organisations bureaucratiques, d'administrations, telles que l'école, la justice, la santé publique, etc.

La socialisation n'est pas, ou alors rarement, une imposition extérieure de contraintes. Mais c'est la résultante, en termes de production et de reproduction du social, d'une infinité d'interactions accomplies et répétées dans le temps et dans l'espace et qu'un groupe social déterminé s'est appropriées pour des raisons diverses et parfois perverses par rapport aux pratiques et aux intentions de départ.

Le processus de socialisation se présente sous deux versants opposés. Il y a, d'un côté, les fins manifestes et latentes, explicites et implicites poursuivies par les institutions sociales. De l'autre, il y a la manière dont chaque individu, dans sa vie particulière et dans sa pratique quotidienne, vit subjectivement ces finalités pour ainsi dire objectives, le sens qu'il donne aux activités que les institutions lui proposent. Le processus est donc à la fois objectif et subjectif. Les finalités institutionnelles et le vécu individuel peuvent coïncider, mais il arrive qu'il y ait entre les deux divergences, écart ou même contradiction. D'où des conflits, des refus, des contestations, des dissensions.

Un exemple courant de conciliation difficile entre les aspects objectifs et subjectifs se rencontre, de nos jours, dans le processus de socialisation scolaire. Les institutions élaborent et mettent en pratique des programmes destinés à intégrer les individus dans des classes de savoir et des compétences réputées légitimes. A des savoirs on fait correspondre des compétences et à celles-ci des catégories socioprofessionnelles, c'est-à-dire des status et un certain nombre de rôles. En d'autres termes, les institutions proposent une vision du monde et des significations. Mais les jeunes reçoivent ces sollicitations sans les subir, car le processus socialisateur scolaire se déroule parallèlement à d'autres qui poursuivent des finalités différentes, voire opposées. C'est pourquoi les principales règles, et particulièrement tout ce qui est situé en amont de celles-ci, qui fondent et légitiment les normes, les valeurs, les traditions, les coutumes et le droit, sont intériorisées de différentes manières, en fonction des attentes des agents de socialisation. L'attente non satisfaite ou différemment satisfaite provoque, dans certaines situations, ce que l'on appelle communément le conflit de générations ou le conflit entre classes d'âge différentes.

Si l'intériorisation des modèles normatifs n'est plus unilatérale, celle des valeurs, dont les premiers tirent leur raison d'être, est perturbée, même dans les groupes culturels homogènes ou relativement tels, par l'existence d'un polythéisme absolu.

Les valeurs sont des critères culturels, objets d'un consensus, plus ou moins large à l'intérieur d'une société ou des groupes d'une société, moyennant lesquels

on fixe les conditions de la légitimité des comportements et les possibilités de juger, d'apprécier, de choisir. On ne peut inculquer les valeurs que progressivement et en fonction des progrès dans l'apprentissage des formes de l'univers symbolique (religion, idéologies, etc.), c'est-à-dire de la raison symbolique qui dans chaque culture fonde, structure, légitime et soutient l'ordre social primordial.

Dans un processus de socialisation qui n'est pas soumis à des pressions contradictoires, l'agent socialisateur et les institutions qu'il représente fournissent des repères qui permettent de s'orienter dans l'espace social, de distinguer les signaux des signes, les signifiants des signifiés, les symboles des indices, d'utiliser les modèles de comportement et de déchiffrer correctement les attitudes, d'interpréter les réalités nouvelles sur la base de permutations, d'associations, de substitutions ou autres procédures. Parallèlement, ils fournissent au socialisé des instruments mentaux qui lui permettent d'obtenir la sécurité affective, les équilibres émotifs, et d'élucider plus ou moins clairement les mystères sous-jacents à l'ordre proclamé. A la fin, le socialisé se soumet librement aux normes, reconnaît les valeurs propres à son groupe, fait des choix responsables, c'est-à-dire en acceptant les conséquences d'un comportement délibéré.

Aujourd'hui, les valeurs couramment acceptées sont inexistantes. La pluralité met en évidence l'antagonisme. Et certaines conséquences imprévisibles sont à l'origine de troubles, d'incertitudes et de peurs. Il n'y a pas de valeurs ultimes susceptibles de hiérarchiser celles des groupes. Les institutions sont les premières à en pâtir. Chaque valeur affirme son autonomie et entre en compétition avec les autres, d'où l'inévitabilité des conflits chez l'individu même, parmi les individus et parmi les groupes. Le conflit est âpre, mais aucune valeur n'est assez légitime, assez unanimement reconnue pour s'imposer. L'antagonisme est inévitable non parce que les valeurs sont multiples et diversifiées, mais parce qu'aucune ne peut prévaloir, parce que toutes sont précaires et susceptibles d'être contestées. Tout ceci déstabilise le processus de socialisation et affaiblit considérablement l'impact des institutions.

Au cours des processus de socialisation on intériorise entre autres les rôles, c'est-à-dire des réseaux de modèles comportementaux dont la régularité permet des attentes et, par leur entremise, l'élaboration de stratégies d'action plus ou moins réalistes. Grâce aux dispositions mentales dérivant de l'intériorisation des modèles de rôle, on peut assumer le status, c'est-à-dire une position bien déterminée dans un système social. Chaque société propose à ses membres une position définie (status) et des rôles qui lui sont appropriés et compatibles. Le rapport rôle/status est relativement flexible, car la marge entre les attentes de la société et la spontanéité créatrice de l'individu est variable. On va de la rigide codification des rôles à la relative liberté de l'acteur. La dynamique de la société dépend essentiellement de l'ampleur de cette marge; c'est d'elle que l'on tire les matériaux pour n'importe quel type d'élaboration sociale. Ce qui signifie qu'il n'existe pas de situations données une fois pour toutes, mais qu'elles relèvent de constructions perpétuelles, c'est-à-dire d'élaborations en fonction de négociations qui portent sur des facteurs d'incertitude irréductibles. Chaque acteur cherche à exercer une contrainte sur les autres, disposant lui-même d'une relative marge de manœuvre mais en restant toujours dans le domaine du contingent et de la manipulation des occasions, de la diversité des conduites, de l'indétermination des constructions humaines, de l'inévitabilité des conflits.

Le status ne désigne pas seulement la place occupée par un individu en tant qu'agent occupant cette position. Entre les status, il peut y avoir d'importantes différences. La plus importante est le degré de consensus qui existe dans une société à propos de ces positions, et dont dérivent les mesures d'évaluations générales et particulières. L'autre est la distance qui sépare ces status du centre valorisant et valorisé. Si les status sont asymétriques, cristallisés, hiérarchisés, et si l'infériorité et la supériorité sont évaluées en termes de prestige, de revenus et de gratifications, il se crée des rapports de domination, d'exploitation ou d'hégémonie.

Dans une société où le cœur est constitué par le mode de production des biens, les distances par rapport à celui-ci sont essentielles. Les conflits, les crises économiques, la rationalisation du travail, le contrôle social, la définition de la déviance et la légitimation des valeurs et des significations (opinion, propagande, mass medias, mode) ne sont pas des phénomènes secondaires ou marginaux dans le développement des sociétés capitalistes. Celles-ci ne visent pas du tout à produire un consensus général parce que croyant en l'instinct de sympathie et de solidarité et dans l'ordre bénéfique des choses. Elles veulent, à travers le contrôle des opinions soutenu par la propagande et par toutes les autres formes de manipulations des volontés, assurer un ordre susceptible de servir les intérêts des élites, des classes dirigeantes, des groupes dominants. La division du travail, dont l'administration et la bureaucratie sont les instruments essentiels, n'engendre pas la coopération, la solidarité, l'unité.

La référence aux rapports entre les constructions culturelles, politiques, juridiques, religieuses et les conditions concrètes de la vie matérielle met en premier lieu le travail, les conditions de vie des diverses classes, les propriétés des biens matériels, et en fait le nœud de la société, le moteur du mouvement et des changements sociaux. Ainsi, le problème de la dynamique sociale se fond et se confond avec le destin existentiel de l'homme, en une dialectique complexe entre l'individuel et le social. Au matérialisme historique, à la sociologie des intérêts matériels s'est opposée une vision qui place au centre des dynamiques sociales les instincts, les sentiments, la foi. Les hommes sont essentiellement mus par des impulsions et des sentiments, bien qu'immédiatement ils ressentent le besoin de rationaliser leurs comportements, leurs actions. Ces dernières constituent un système symbolique, à travers lequel la société contribue, entre autres, au maintien de son équilibre propre. Vérité et utilité ne vont pas forcément ensemble dans un système social. La vérité peut n'être pas fonctionnelle pour la société, alors qu'une doctrine utile peut être fausse mais contribuer au maintien d'une fonction déterminée. La société est donc un système en équilibre. Certaines dysfonctions peuvent en perturber l'état, mais la tendance générale pousse vers l'équilibration. La fonction des biens symboliques dans le maintien de l'hégémonie, la nature des processus politiques, les mécanismes des institutions représentatives deviennent les facteurs d'équilibre et de transformation des équilibres. Toutes ces approches partent du postulat que la société est une manière d'être pour organiser les différences sur le mode coopératif, et qu'il existe des mécanismes qui rendent possibles ces activités de nature coopérative. La vision sous-jacente à ce modèle est centripète, du centre aux marges, des marges au centre. Certes, les sociétés contrôlent plus ou moins les formes de déviance, de marginalité; elles tendent à réduire la diversité et à éliminer les différences, au nom bien souvent de l'égalité,

de la justice ou d'idéologies moins mobilisatrices. Une société stable, capable d'assurer les communications réciproques de nature coopérative, peut-elle supporter, et jusqu'à quel point, la diversité et la différence ?

12. SCIENCES ET TECHNIQUES

La problématique des sciences et des techniques dans la société est devenue pour nous, au cours des années, un thème d'analyse crucial et primordial. Le rôle et les fonctions des sciences et des techniques dans la société suscitent, comme toujours, les habituelles discussions anthropologiques, philosophiques et sociologiques, mais aussi des controverses politiques virulentes, des querelles culturelles irréconciliables. Très répandus sont également les sentiments d'une angoisse infinie et indéterminée face à l'expansion incontrôlée des savoirs, des savoir-faire et de tous ces nouveaux outils technoscientifiques qui transforment notre vision du monde et le monde lui-même.

Alors que la science et la technique font des progrès inouïs, alors qu'elles nous comblent encore d'étonnement, les inquiétudes et les obsessions sur la perte de l'homme, sur la destruction de la nature, sur les projets de maîtrise de la terre et des espaces interplanétaires, sur les emprises et les aliénations de la technoscience, se multiplient et s'aggravent, lestement et implacablement. L'intégration de la science et de la technique dans les activités essentielles des États, la connaissance devenue élément fondamental de la force et de l'hégémonie, sous l'angle non seulement de la puissance militaire, agro-alimentaire et industrielle, mais aussi de l'économie générale tout court, provoquent des interrogations effrayées sur les dangers auxquels la vie sur notre planète est désormais exposée.

La croyance suivant laquelle la science et la technique ne voient dans le monde naturel qu'un objet de conquête, un réservoir de ressources à exploiter. L'idée qu'elles alimentent la prétention des hommes à dominer et planifier la planète, à l'exploiter afin de disposer d'énergies toujours plus puissantes, mettant ainsi en danger l'équilibre de tout l'écosystème. Cette croyance, très diffuse, n'est plus l'apanage exclusif de l'homme de la rue, comme l'attestent assez régulièrement les enquêtes d'opinion de cette dernière décennie. Cette croyance attire et intrigue également les notabilités de presque toutes les communautés scientifiques au sein desquelles deux points de vue extrêmes, celui de la science et de la technique salvatrices et celui de la science et de la technique damnables, se disputent sans merci, amplifiés et simplifiés par les médias. L'affrontement de ces deux points de vue perturbe les débats scientifiques et sape la confiance des honnêtes gens dans la science et dans la technique en tant que moyens d'émancipation de l'homme, en tant que moyens pour arriver à dévoiler les mystères de la vie.

Les controverses sur la recherche génétique sont paradigmatiques de cette situation. Pour les uns, cette recherche améliorera assurément la qualité de la vie sur les plans de la santé, de la nutrition, de la longévité, de la production de végétaux et d'animaux dits transgéniques, tandis que pour les autres les manipulations des gènes provoqueront inéluctablement l'apparition de micro-organismes très virulents, d'êtres monstrueux, d'animaux et d'insectes particulièrement agressifs, et transformeront à la fois la nature et l'homme.

Les partisans de cette dernière thèse prétendent que la légitimation constitutionnelle et la reconnaissance sociale de la recherche génétique auraient des conséquences catastrophiques pour la vie sur la Terre, changeraient les relations sociales, bouleverseraient nos façons d'être, et par conséquent notre propre destinée morale jusqu'ici singulière et irremplaçable.

Certes, les historiens des idées nous apprennent que déjà Martin Heidegger, Albert Schweitzer, Bertrand Russel, Karl Jaspers et tant d'autres argumentèrent et firent valoir, au lendemain des premières explosions atomiques, des thèses assez semblables. Cependant, celles prônées aujourd'hui soit par les apologistes soit par les contempteurs sont nettement plus drastiques et plus irréversibles.

Une très grande majorité de nos contemporains estime que la science et la technique ne sont plus les moyens indispensables pour l'émancipation de l'homme, pour son affranchissement d'une nature hostile, pour refuser le monde comme donnée brute. Les savoirs scientifiques ne sont plus la résultante de choix conçus et voulus librement, et que le cas échéant nous pourrions remettre en question, mais plutôt les foudres d'un destin aveugle, imprévisible, irrépressible, piégeant nos civilisations, notre sort commun, accélérant notre déchéance d'êtres naturels et sociaux, de personnes morales. Ainsi la science et la technique ont perdu la position de surplomb absolu, elles se trouvent désormais foncièrement impliquées dans l'existential et le social, transformées en partenaires de l'économie, de la politique, et plus généralement de la croissance industrielle et du développement socio-économique.

Il s'agit-là d'un changement radical. Si l'influence de la science et de la technique sur les destinées de l'humanité, sur notre destin matériel naturellement, mais aussi sur notre comportement général, intellectuel, social et spirituel, n'est plus positive, alors il faudra remanier les fondements mêmes de la science, repenser les notions de liberté de recherche, de recherche fondamentale, libre ou orientée, de recherche appliquée qui vise à trouver la solution d'un problème pratique, d'études appliquées qui se concentrent sur l'exploitation effective des connaissances dans l'ordre de la production des biens et des services. Il faudra alors opérer une véritable révolution épistémologique, pour ne pas dire culturelle, pour discerner la rationalité scientifique des divers autres modes de validation de l'idéologie, de la politique, du droit, de l'économie et de la communication médiatique.

De quelle façon et selon quelles modalités pourrions-nous reconstruire les fondements d'une nouvelle pratique scientifique alors même que la boîte noire contenant les systèmes cognitifs de la science et de la technologie en tant qu'institutions sociales est toujours complètement encodée et cela malgré les efforts surdimensionnés pour la décoder du « programme fort », du « programme dur » et des tentatives disparates de l'anthroposociologie de la technoscience ? Le cas échéant, quelles significations et fonctions pourrait avoir cette nouvelle pratique scientifique dans notre société à l'aube du troisième millénaire ? Doit-on considérer comme surannées les distinctions entre la recherche de la vérité et la délibération en vue de l'action, entre la société de pensée et la société de vie, entre les délibérations pratiques et la connaissance pour la connaissance ? Y a-t-il d'autres chemins à arpenter entre l'artificialisme généralisé, postulant que tout est construit, et le retour à l'empirisme qui récuse la fermeture du sujet sur ses constructions artificielles et réaffirme l'existence d'un monde englobant et dépas-

sant la pensée ? Au-delà ou en deçà du constructivisme et du naturalisme, y aurait-il d'autres approches plus attentives à la complexité des interactions entre le savoir et la réalité, entre le sujet et l'objet, entre la finitude du monde physique et social, sa dégradation irréversible, et l'équilibration majorante des nouveaux possibles de Jean Piaget ?

Il est difficile de trouver des réponses plausibles à toutes ces questions. Une chose cependant est certaine car elle nous est indiquée clairement par l'histoire des sciences.

Depuis l'aube de la science galiléenne, pour connaître, comprendre et interpréter les phénomènes, naturels ou sociaux, pour en dévoiler les structures profondes, les hommes ont si fortement misé sur les apports de la recherche scientifique et des innovations technologiques que ces dernières sont devenues essentielles au fonctionnement et à la survie de toutes les sociétés.

Or celles-ci, afin d'assurer une production stable et continue, on dû créer, dès le XVII^e siècle, des institutions ad hoc, puis les doter de pouvoirs d'investigation et d'initiative très larges et autonomes, de compétences et de privilèges importants ainsi que de moyens matériels (laboratoires et appareils) et culturels (écoles, bibliothèques, congrès, revues, etc.) de plus en plus considérables. Alors même que le rôle de la science et des techniques dans la production des connaissances, dans le développement économique et social, dans l'amélioration des conditions de vie des populations, est incontestable, que la capacité du savoir scientifique à ne jamais s'incliner devant les mystères du réel et à tout soumettre à l'épreuve de l'expérience a été entièrement prouvée et vérifiée, les critiques contre sa prétention d'être une valeur absolue et de constituer la référence ultime pour tous les systèmes normatifs se sont multipliées et radicalisées de façon exponentielle. La science ne serait qu'une croyance occidentale, celle de la maîtrise rationnelle de tous les phénomènes, naturels et sociaux, à l'aide du calcul, de la formalisation et de l'informatique ; elle serait, avec le soutien de l'économie, l'idéologie de la Modernité. Son but ultime serait d'assurer la prééminence hégémonique d'une forme d'organisation sociale sur toutes les autres de la Planète.

La critique de la science et sa réduction à une croyance pareille à n'importe quelle autre croyance sociale mettent en péril beaucoup de nos préconstruits culturels, et notamment les notions d'objectivité et de vérité. Cela alimente, en outre, ce relativisme généralisé selon lequel il y a autant de vérités, de valeurs et de points de vue que de groupes sociaux ou de communautés d'intérêts, de cultures diverses, de conceptions du monde. Les universaux de la science ne seraient rien d'autre que les cache-misère de l'idéologie de la Modernité.

Dans les débats actuels sur la science, les tenants du « programme dur » se sont tout particulièrement distingués. Bruno Latour a eu le mérite d'avoir synthétisé une telle position en des formules lapidaires et péremptoires, telles par exemple que nous les lisons dans son livre *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique* (1991) et plus récemment dans son article *La modernité est terminée* (in « Le Monde », 29 août 1996, p. 11), d'où la citation que voici est tirée : « Bien que l'idée de progrès ait été efficace, qu'elle ait servi pour choisir certaines combinaisons de facteurs, pour accélérer certains choix techniques ou économiques, elle ne saurait décrire ce qui s'est passé en Europe depuis trois siècles. Les sciences, les techniques, les marchés, n'ont jamais eu l'aspect lisse, objectif, progressif, inhumain que les Européens ont souhaité leur donner afin de

construire leur idée de progrès. Au lieu de nous arracher à un passé archaïque, les sciences et les techniques nous ont au contraire plongé, toujours davantage, dans une riche matrice anthropologique [...] Derrière nous peut-être, dans le passé, nous confondions les faits et les valeurs, les sciences et les politiques, mais devant nous, à coup sûr, le nœud qui relie les faits, ce que sont les choses et les valeurs, ce que veulent les humains, se trouvera plus serré encore, plus indémêlable [...] Nous n'avons jamais été modernes [...] Nous n'avons jamais avancé vers un surcroît d'efficacité et de rentabilité qui nous éloignerait toujours davantage d'un passé archaïque [...] En redevenant comme les autres après la fin d'une parenthèse de trois siècles pendant laquelle les Européens se sont crus radicalement différents des «*autres*», nous retrouvons notre humanité ».

Il s'agit de thèses philosophiques respectables, sans aucun doute, mais peut-on, pour les fonder, transformer la science en une simple croyance sociale, semblable ou analogue à la magie, à l'astrologie ou en faire l'idéologie d'une «*illusion*», celle de la Modernité? Peut-on traiter la science en tant que totalité, globalité, alors qu'elle sépare, distingue, morcelle en lots, et procède par approximations successives, par tâtonnements, corrections et rectifications? Comment oublier que les savants s'intéressent avant tout à la validité des conclusions particulières sur le réel, tandis que les philosophes à la nature de la méthode scientifique en sa globalité, que les premiers ne prêtent aucune attention à la question des fondements alors que pour les seconds elle est primordiale et absolue, qu'elle est l'élément fondant l'argumentation philosophique?

L'histoire des sciences et des techniques montre que les choses sont plus complexes que les discours sur les fondements ne peuvent le montrer. Elle conseille de nous contenter de réponses vérifiables bien que provisoires, elle affirme qu'il n'est pas opportun ni convenable de traiter la science comme une croyance, qu'il faut tenir compte du contexte global, mais surtout qu'il faut établir les dépendances et les indépendances. Parler de la science et de la technique comme si elles étaient des croyances constitutives de l'idéologie de la Modernité, nous conduit à une impasse intellectuelle.

La science et la technique sont vides de finalités, elles ne sont que des moyens au service des sociétés. Et celles-ci les utilisent pour le meilleur comme pour le pire. Attribuer à la science et à la technique les méfaits du colonialisme, les abus du capitalisme ou du socialisme, les totalitarismes de droite et de gauche, le développement incontrôlé, la pauvreté, le paupérisme, le chômage, la mise en danger de l'écologie de notre planète, les difficultés existentielles auxquelles nous sommes tous actuellement confrontés, la perte des liens sociaux, l'exclusion, la marginalisation et tant d'autres maux dont souffrent nos sociétés, c'est une façon simpliste et dangereuse de regarder les problèmes sociaux contemporains. Simpliste parce qu'elle aborde selon un seul point de vue l'étude d'ensembles très complexes et compliqués, à la manière des doctrinaires du «*New Age*» et du «*Postmodernisme*»; dangereuse parce qu'elle nous replonge dans le mysticisme et dans l'irrationalisme, nous livre aux bizarreries des prophètes et aux pratiques intellectuelles et sociales régressives et irresponsables. Par contre, si nous voulons déchiffrer les énigmes de la vie sociale et décoder les mystères du monde naturel, si nous voulons maîtriser les événements et en contrôler les développements, le seul moyen dont nous disposons est la méthode scientifique. Celle-ci peut nous faire comprendre, à l'aide de données empiriques susceptibles de vérifier nos

hypothèses et nos formulations théoriques, le monde dans lequel nous nous trouvons et agissons.

Nous savons depuis David Hume que l'induction nous enferme dans un cercle vicieux (justifier une généralisation au moyen d'une autre généralisation légitimée par son succès passé) et qu'il est impossible de fonder logiquement la science. Karl Popper est allé plus loin dans cette même direction grâce à son principe de falsification, dont l'observation sociologique du travail dans les laboratoires a montré toutefois les faiblesses. En effet, le travail réel des savants consiste surtout à comprendre pourquoi les hypothèses adoptées ne fonctionnent pas plutôt qu'à en chercher la falsification, à en prouver la fausseté. En outre, dans les relations causales du monde réel, il n'est pas donné d'observer un rapport d'une seule cause à un seul effet. Les phénomènes réels sont « causés » par de très nombreuses variables, dépendantes et indépendantes, et la mutuelle dépendance des causes et des effets y est fréquente.

T. S. Kuhn a essayé d'éliminer les apories de la théorie poppérienne avec les concepts de « paradigme », de « science normale », de « révolution scientifique », Imre Lakatos, pour sa part, a montré les avantages comparatifs des approches de Popper et de Kuhn et Paul K. Feyerabend les bénéfices à tirer du pluralisme, voire de l'anarchisme méthodologique.

Pourquoi ces références à ces philosophes des sciences ? Pour dire d'une manière télégraphique que l'histoire des pratiques scientifiques prouve que la science n'est pas un corpus fermé de théories. Elle n'est qu'un ensemble d'instructions, de préceptes et de prescriptions qui permettent de faire des classifications, des inférences causales, de formuler des hypothèses à vérifier, d'organiser les observations en séquences logiques et cohérentes, d'identifier les différents niveaux d'explications, les disparités technologiques et les diverses capacités cognitives. Les résultats ainsi produits sont universaux pour tous ceux qui appliquent, avec un esprit critique, ces modèles normatifs. Ces universaux ne sont pas éternels, jamais définitifs. Ils se modifient en fonction de la métascience, des contraintes culturelles, des contextes sociaux et cognitifs, de l'urgence des problèmes à résoudre, des curiosités intellectuelles à satisfaire, mais toujours selon des processus propres à l'activité scientifique, à son autonomie conceptuelle et à son organisation, à la constance et à la permanence des contrôles critiques. En outre, la science n'est jamais totalement coupée de la perception et de l'expérience courantes étant donné qu'elle est partie constitutive de ce continuum édifié par la nature et par l'espèce humaine. Certains parlent, à ce propos, d'une histoire naturelle de la science (par exemple Robin Dunbar, dans *The Trouble with Science*, 1995), d'autres d'un naturalisme de la connaissance humaine (Scott Atran, *Cognitive Foundation of Natural History. Toward an Anthropology of Science*, 1990), alors même que Wolf Lepenies (*Die drei Kulturen. Soziologie zwischen Literatur und Wissenschaft*, 1985) affirme que la culture occidentale décréta l'abandon de l'histoire naturelle entre 1775 et 1825 (*Das Ende der Naturgeschichte. Wandel Kultureller Selbstverständlichkeiten in den Wissenschaften des 18. und 19. Jahrhunderts*, 1976) au profit des techniques méthodologiques expérimentales.

Tout le monde sait que, jusqu'à la fin des années '60 le paradigme dominant en sociologie de la science et de la connaissance scientifique a été celui mis au point par Robert K. Merton. Pour ce sociologue américain, la science est un processus

rationnel autorégulateur, fondamentalement producteur d'effets bénéfiques et de résultats positifs, et dont seules les implications sociales peuvent être étudiées par les sociologues. Dès les années '70, à cette conception classique, ou modérée, l'École d'Edimbourg a opposé le « programme fort », sa conception de la science comme miroir de la société, comme la résultante de déterminations et conditionnements sociaux et existentiels. Et dès les années '80, le « programme dur » a tenté de réduire la science à une croyance sociale quelconque, à l'idéologie d'une illusion, celle de la Modernité.

Si la sociologie de Merton est trop optimiste et laisse une place excessive à la philosophie et à l'histoire au détriment de l'analyse sociologique, les doctrines de Barnes, de Bloor, de Mulkay, de Woolgar, mais aussi de Mary Hesse (*Revolution and Reconstruction in the Philosophy of Science*, 1980) et de Steven Shapin (*History of science and its sociological reconstructions*, in « History of Science », 20, 1982, pp. 157-211) ne donnent aucune importance au processus temporel et dynamique de l'histoire. Pour ces chercheurs, l'histoire est statique et contextuelle. Les discussions scientifiques sont des négociations, les écrits des savants des moyens pour se procurer le consensus des collègues, puis obtenir des gratifications et des récompenses honorifiques et financières. Michael Lynch a montré (*Technical Works and critical Enquiry: Investigations in a scientific Laboratory*, in « Social Studies in Science », 12, 1982, pp. 499-533) la fragilité de ces thèses et les jacasseries de leurs auteurs. Et il faut ajouter: leur incapacité à admettre les distinctions entre les savants et la science, entre la science en tant que méthode et la science en tant que corpus, leur obstination à nier que les niveaux d'explications sont nombreux et pas nécessairement compatibles, que la cause doit être parfois séparée de la conséquence.

En d'autres termes, si Merton fait une part trop petite à l'analyse sociologique, l'École d'Edinburgh et celle qui s'est formée à Paris, autour de Latour et Callon, lui en font une trop grande.

Par contre, nous croyons que le sociologue de la connaissance scientifique ne doit pas abandonner la tradition mertonienne, tout comme il ne doit pas négliger certaines suggestions critiques du « programme fort » et même du « programme dur », mais surtout il doit faire davantage appel à l'histoire. La science est le produit d'un processus dynamique dans le temps et dans l'espace. La prise en compte de la temporalité nous aide à expliquer à la fois son individualité et son universalité, sa puissance et sa faiblesse, son épanouissement et son déclin. Il suffit de se souvenir de quelques dossiers récents. Par exemple, les découvertes génétiques, dans les années '20, de Sergej Cetverikov, ont été effacées des programmes de recherche en U.R.S.S. par Trofim Denisovic Lysenko, mais elles ont resurgi ailleurs, aux États-Unis d'Amérique, dans les années '30 et '40, grâce aux généticiens R.A. Fischer, J.B.S. Haldane et Sewall Wright.

La science arabe du XIII^e et du XIV^e siècle est à l'origine de découvertes fondamentales. Elle a trouvé, de façon magistrale, des solutions perspicaces et originales à des problèmes d'une complexité extraordinaire. Dans son livre *The Rise of Modern Science* (1993), Toby Huffa a montré que lorsque des Ecoles théologiques imposèrent l'idée suivant laquelle tout était dit dans le « Coran », qu'il n'y avait rien à découvrir en dehors des révélations faites à Mahomet par Allah et que la prétention à dévoiler les mystères de l'Univers était une insulte à son omniscience, le travail critique un blasphème s'il ne s'arrêtait pas devant la vérité de la

révélation contenue dans le texte sacré, aussitôt la chimie, l'astronomie, la physique, toute la science arabe à l'exception du droit, fut balayée par ce fondamentalisme religieux. L'appauvrissement culturel des pays arabes fut considérable, mais la science a poursuivi son chemin. Le génie arabe lui a fait défaut, en vérité, et pourtant elle a continué son travail et sa quête, ses progrès et sa croissance.

En d'autres termes, la sociologie de la connaissance scientifique pour bien structurer son savoir, pour produire et fabriquer des connaissances véritablement solides, doit inconditionnellement être une sociologie historique de la connaissance scientifique.

Certes, ce travail aux résultats aléatoires est difficile et complexe, mais pouvons-nous négliger l'invite que nous adressa Karl Jaspers, au lendemain de la dernière guerre mondiale, dans son ouvrage sur l'avenir des hommes et des cultures de l'ère atomique?

Pour mémoire, voici cette invite: «Que l'utopique soit possible, c'est une confiance en nous qui nous l'assure, confiance qui n'est pas fondée en ce monde, mais qui n'est donnée pourtant qu'à celui qui fait ici ce qu'il peut.»

Les colloques consacrés à ces thèmes avaient pour but d'analyser si les sciences et les techniques sont vraiment et doivent rester des univers autoréférentiels, susceptibles de déterminer à eux seuls les changements dans la société et de la société. Ils visaient à poser les bonnes questions sur les limites qu'il faudrait peut-être fixer à la liberté de recherche; sur l'opportunité d'une surveillance que la société pourrait ou devrait exercer sur les chercheurs pour prévenir et réprimer les abus; sur nos devoirs et responsabilités, en tant que citoyens, chercheurs et enseignants, face aux utilisations des savoirs scientifiques et à l'utilisation du savoir-faire technique, à la finitude du monde naturel et aux bouleversements de toute sorte provoqués par les processus de mondialisation et de globalisation des cultures et de l'économie. Enfin, les débats ont essayé de nous faire comprendre si le progrès technoscientifique peut, à lui seul, entraîner le progrès moral ou bien si le social est indispensable, si des transformations radicales de la société sont indispensables pour orienter et valoriser la science et la technique en progrès moral.

13. MÉMOIRE ET SAVOIRS À L'ÈRE DE L'INFORMATION

Peut-on dire qu'à l'oralité et à l'écriture a succédé l'information, que pendant l'ère de l'information la mémoire et les savoirs subissent des modifications profondes? Peut-on affirmer pour autant que la mémorisation, la capitalisation des savoirs ainsi que la construction des connaissances sont bouleversées par la diffusion, de plus en plus généralisée, des nouvelles technologies de l'information et de la communication?

Depuis Platon et Aristote, la mémoire (connaissance passée et non du passé) a été conçue comme conservation des sensations et comme réminiscence. Plus récemment, elle a été perçue en tant que récit intériorisé, reconstitution ou reconstruction du passé afin de le rendre actuel ou présent (ce qui permettrait aux

groupes sociaux de conserver les institutions, les symboles et les rites). Elle impliquait une certaine matérialisation du passé et l'utilisation de ce même passé au moment où le sujet, individuel ou collectif, en avait besoin. Cette mémoire-là – socialement ancrée, dite également mémoire incorporée afin de la différencier de celle dite objectivée, emmagasinant les informations et les connaissances – assurait une certaine permanence et un certain ordre. La continuité de l'expérience sociale et de ces différentes pratiques, dont les formes et les contenus dérivait par ailleurs quasi intégralement du passé, alimentait les souvenirs, structurait les mécanismes affectifs de l'oubli, ainsi que les processus de détachement, d'occultation et d'effacement.

Il semblerait que cette mémoire-là pourrait être redimensionnée par les nouveaux supports, informatiques, télématiques, électroniques. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) seraient en train de changer nos manières de penser et d'être ensemble, voire : elles seraient en train de fabriquer un nouvel habitus anthropologique. En d'autres termes, les télécommunications et l'informatique, les techniques d'enregistrement et de traitement des informations mettraient en place des systèmes cognitifs radicalement nouveaux, des connaissances par simulation, des nouveaux modes de constitution, de mémorisation et de transmission des savoirs. Pierre Lévy va jusqu'à affirmer (*Cyberculture. Rapport au Conseil de l'Europe*, 1997) qu'il n'y a aucun écart entre l'information et la connaissance, aucune différence insurmontable entre la mémoire externe des inscriptions dans l'environnement partagé, la mémoire interne des individus et la mémoire organisationnelle des savoirs tacites et symboliques liée à la structure des relations interindividuelles. Il n'y aurait pas non plus opposition entre les communications réelles et les télécommunications. Pour d'autres chercheurs, les nouvelles technologies étendent les mémoires externes, mettent en place des formes nouvelles d'intelligence à crédit et systématisent le champ de pertinence des relations de l'homme à l'information. Nos représentations du réel et nos façons d'agir en sont affectées. L'ère de l'information transforme les modes de production et d'organisation du système des inscriptions matérielles externes, des apprentissages individuels et collectifs, les processus interprétatifs et ceux pour l'attribution et la distribution du sens. La pratique de l'hypertexte et de l'hypernavigation, a-t-on dit, produisent un infra-savoir voué à une consommation insignifiante ; elles accentuent l'écart entre les conditions de transmission et celles de production des connaissances et des savoir-faire, entre l'ajustement des interprétations et le sens assignés aux actions qui en découlent. Le philosophe John Searle proclame que l'ordinateur n'a pas d'accès au sens, mais il omet de nous dire de quelle façon il faut définir ce sens.

Les NTIC sont-elles de simples supports physiques de la pensée, constituent-elles des mémoires artificielles, un moyen d'accès rapide aux mémoires des autres ?

Les réponses à ces questions sont contradictoires. Les perspectives ouvertes par ces nouvelles technologies, tant au niveau individuel qu'au niveau collectif, sont diversement évaluées. Pour cette raison, les débats et les controverses restent sans fin et sont foncièrement inconciliables. Cependant cette problématique mérite une réflexion plus approfondie et moins passionnelle.

La mémoire individuelle ainsi que la mémoire collective sont des reconstitutions et des reconstructions instables, variables et réversibles. En effet, les états

antérieurs de ces mémoires sont recomposés, en grande partie, avec des matériaux actuels; ils sont réactualisés continuellement par les questions que nous leur adressons. De ce fait la mémoire, individuelle et collective, contient de nombreuses connaissances tacites, structurées à partir de processus inférenciels, obéissant à l'expérience directe ou aux textures de l'historicité, situées donc culturellement et socialement. Il nous est impossible de les expliciter de façon exhaustive car ces connaissances sont chargées émotionnellement, bien que tous les codes indispensables à la compréhension et à l'interprétation soient plus ou moins accessibles ou décodables. La mémoire (*Storage / Speicher*) des systèmes mécaniques « intelligents » est, en l'absence de perturbations ou de destructions, stable, permanente, instantanée. Elle dépend de ses états antérieurs. Le temps de ces états intervient comme variable indépendante dans le système des variables successives. La transmission des informations que ces états assurent n'est pas de la connaissance, n'est pas de la mémoire partagée, recouvrant des savoirs tacites et symboliques, contenant les clés de la compréhension des interactions et des inscriptions dans l'environnement externe et interne. Certes, ces NTIC nous offrent une grande stabilité, une reproductibilité fidèle, une transmissibilité illimitée et une accessibilité instantanée, mais elles accentuent l'écart entre la production et l'appropriation des connaissances, entre la transmission et la transformation. Les savoir-faire tacites, psychosensoriels, les connaissances symboliques implicites, les moyens de l'autocompréhension, sont, pour le moment, étrangers aux différents types de mémoires que les NTIC ont mis à notre disposition. L'instantanéité ne permet aucun recul ni même la maturation de la réflexion.

Peut-on dire que ces nouvelles technologies modifient foncièrement nos modes de pensée et nos savoirs, qu'elles remplacent le réel par le virtuel, les rencontres et les interactions physiques par les télécommunications? Envahissent-elles à la fois la sphère professionnelle ainsi que le domaine de la vie privée?

En 1981, Denis de Rougemont répondait à cette question dans l'article *Information n'est pas savoir*, en affirmant qu'« informer n'est pas savoir », car « le savoir se construit dans un contexte, jamais dans un non-dit culturel ». « De même la valeur de l'information dépend, elle, du contexte et en fin de compte du désir qui accompagne la production de ces signes et les transforme en une réalité. » Pour cette raison, de Rougemont concluait: « Refuser, réfuter activement le point de vue impérialiste de l'*informatisation générale* de la société. Assigner à l'informatique les *limites* que lui posent en vérité sa définition scientifique et son utilité... ».

Ces questions sont fondamentales et pourtant les doctrinaires des NTIC se sont bornés à y répondre à l'aide d'une argumentation analogique puisée dans les théories néo-connexionnistes et de métaphores empruntées aux doctrines de l'argumentation. Ces réponses analogiques sont incongrues. Les ordinateurs sont encore dans l'impossibilité d'établir si un vecteur a un nombre pair ou impair d'éléments égaux à un, d'établir si une figure est connexe ou non, d'avoir des souvenirs. En tout cas, cette problématique n'a pas encore trouvé une solution satisfaisante, voire même plausible.

En outre, il faudrait aussi approfondir la notion de réseau d'interfaces et voir si le rôle et la signification d'une technologie subissent des modifications ou restent invariables à l'occasion de divers branchements. Il faudrait également étudier de plus près la thèse selon laquelle ces technologies sont interprétées par l'acteur puisqu'il peut en détourner et réinterpréter les usages. Le cerveau humain

pourrait-il s'adapter aux technologies qui fonctionnent en temps réel, à la vitesse de la lumière, analyser les implications de ce qui se passe à l'instant et réagir dans l'immédiateté?

Il y a sur le sujet beaucoup de livres et d'articles, mais surtout beaucoup de confusion sur les concepts d'interprétation et de signification. Lorsque ces concepts sont utilisés dans le domaine des NTIC, ils servent surtout à attribuer un rôle cognitif à des entités non mieux définies, subjectives dans des collectifs cosmopolites, ayant de mystérieuses capacités auto-organisatrices... L'affirmation de plus en plus courante que les réseaux d'interfaces composites sont des systèmes cognitifs mixtes sujet/objet ne s'appuie sur aucune étude empirique. Elle est purement spéculative et plonge la théorie de la connaissance scientifique dans des difficultés inextricables.

Les NTIC réduisent les savoirs à leurs seuls aspects rationnels, aux seules connexions en adéquation avec les réseaux. Le rapport individu/information est emblématique de ce point de vue. Contrairement à nos parents qui ont lutté pour obtenir plus d'informations, nous sommes confrontés à un angoissant dilemme : comment faire pour avoir moins d'information, pour éliminer les surplus afin de rendre gérable ce qui reste. Notre capacité de sélection et d'assimilation, de choisir et de hiérarchiser, n'est pas infinie. Alors que les mémoires des ordinateurs peuvent tout stocker, les individus et les groupes éliminent le 90% de ce qu'ils reçoivent, ils organisent ce qui reste et choisissent l'essentiel. La masse des informations peut coïncider avec la mémoire, mais la mémoire individuelle et celle des groupes sociaux n'est pas réductible à la masse des informations.

Denis de Rougemont craignait que la méconnaissance de cette évidence constitue un danger : « Elle crée le risque d'atrophier nos facultés de mémoire, de jugement et de création », elle refoule les finalités et dissimule « les conséquences lointaines sur l'homme, la société et la nature de ces innovations technologiques ». Pierre Lévy est d'un avis contraire. Pour lui, les NTIC modèlent de nouvelles formes de connaissances et mettent en place de nouveaux rapports aux savoirs : « Je crois profondément qu'avec l'écran graphique interactif, de nouvelles écritures, des idéographies informatiques sont en train de s'inventer. L'hypertexte et le multimédia interactif secrètent de nouveaux types d'énonciation sous forme de liens et de cartes dynamiques. Autour de la modélisation numérique et des réalités virtuelles apparaissent des formes de représentation inédites, qui peuvent éventuellement déboucher sur de nouveaux paradigmes scientifiques. De plus en plus de logiciels, et pas seulement des systèmes experts, traduisent, diffusent et mettent à la disposition des utilisateurs des savoir-faire qui ne pouvaient auparavant se transmettre qu'oralement. L'intégration prévisible de tous les médias grâce au support numérique laisse présager des formes de communication encore inconnues. Lorsque des agents logiciels intelligents iront chercher pour nous dans les réseaux les messages pertinents et géreront une partie de nos relations, quelles dynamiques de communication vont s'instaurer? »

Ces deux points de vue mériteraient des vérifications empiriques. En l'état actuel nous n'en avons pas. Il en va de même pour les questions concernant l'impact économique et politique des NTIC. Elles soulèvent une série d'interrogatifs auxquels la recherche empirique n'a pas jusqu'ici fourni les matériaux indispensables à l'élaboration de véritables constructions théoriques. Certes, l'ère de l'information a changé la morphologie du système techno-industriel grâce à la

généralisation de l'automatisation. René Passet (*Les problèmes économiques de l'automatisation*, 1957) nous rappelle qu'il y a «mécanisation quand une machine accomplit le travail de l'homme» et qu'«il y a automatisation quand une machine accomplit le travail de l'homme tout en contrôlant ses propres opérations et en corrigeant ses propres erreurs». L'automation «réside dans la substitution d'organes technologiques aux organes humains d'effort, d'observation, de mémoire et de décision», d'où une nouvelle organisation économique et sociale séparant la quantité de travail direct du volume de richesse produit. L'homme n'a plus de place dans le monde productif. La reprise de la croissance n'abaissera pas le chômage. L'introduction des technologies de l'information dans les processus de production condamne le travail salarié à disparaître en tant qu'emploi, en tant qu'activité socialement et juridiquement prédéterminée. André Gorz dans *Misères du présent. Richesse du possible* (1997) a démontré de façon lumineuse que «l'entreprise se transforme en un système auto-organisateur de réseaux reliant un très grand nombre d'unités souvent minuscules... individuelles sans capital autre qu'intellectuel, donc immatériel...», produisant et vendant des «produits intangibles dont le coût est impossible à évaluer et dont le prix dépend du monopole qu'ils réussissent à s'assurer pendant un temps». «L'informatisation généralisée n'abolit pas simplement le travail (au sens de *poiësis*), l'intelligence des mains et du corps. Elle abolit le monde sensible, voue les facultés sensorielles au désœuvrement, leur dénie la capacité de juger du vrai et du faux, du bon et du mauvais. Elle disqualifie les sens, retire à la perception ses certitudes, vous dérobo le sol sous vos pieds».

Si la société dispensatrice d'identités, de places et d'appartenances a été détruite par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, si le travail ne pourra plus être au centre de la conscience, de la pensée, de l'imagination de nous tous, peut-on pour autant attendre de la cyberdémocratie un changement en profondeur de la nature de la politique et de la démocratie, la naissance d'une nouvelle culture, la procréation d'une autre forme de société?

Alvin et Heidi Toffler considèrent que les NTIC sont l'outil d'une nouvelle démocratie directe, transcendant la hiérarchie politique et faisant éclater les partis. Internet constituerait la version moderne de l'agora grecque. Mark Poster, lui, parle de cybertyrannie et Amy Scheukenberg ne nie pas l'apport potentiel d'Internet au débat démocratique, à la démocratisation des processus politiques, mais il craint que la façon dont cet apport potentiel se développe pose d'importants problèmes et vide la démocratie de son sens fondamental, voire la mettre en danger. Les discussions tenues dans les réunions de Mairies électroniques montrent que les informations qui y circulent sont souvent mensongères, qu'elles ne sont jamais rectifiées, que la non implication physique des participants permet tous les débordements, que les rapports électroniques induisent des comportements très différents de ceux du face-à-face. L'information sans médiateur et sans frontières, interactive, l'information accessible presque instantanément grâce aux réseaux, assurera certainement une plus grande transparence, mais personne ne peut dire aujourd'hui quel sera l'impact de ce changement sur le processus démocratique et si les citoyens seront le souverain au XXI^e siècle.

Personne ne conteste que les NTIC en expansion engendrent des compétitions, des revendications, des inégalités, de nouveaux modèles de comportements et d'autres formes et contenus culturels. Cependant, l'affirmation qu'elles mettront

sens dessus dessous la socialisation des croyances et des systèmes de valeurs – et par là les identités nationales, les traditions dérivant essentiellement de diverses procédures de formalisation et de ritualisation, le sens d'une tâche commune, la cohésion sociale, la légitimation des institutions et de l'autorité –, une telle affirmation n'a aucun fondement empirique, bien qu'elle soit très répandue dans toutes les couches de l'opinion publique.

L'analyse ne permet guère de conclure. Personne ne connaît le secret d'une réconciliation soudaine entre ces deux visages de notre civilisation. Seuls les Grands Simplificateurs qu'annonçait Jacob Burckhardt ont l'effronterie de nous promettre la solution finale. Est-ce que cette nouvelle aventure de l'humanité se terminera mal ? Nous n'en savons rien. John Maynard Keynes et le bon sens populaire nous l'ont déjà dit : à la fin des fins, nous serons tous morts. Mais si nous tournons nos regards vers l'horizon de l'histoire, en dépit des raisons d'angoisse, nous devons parier pour l'espérance, faire le pari que la raison et le dialogue sont capables de nous aider à découvrir le chemin à suivre pour sortir des difficultés actuelles. L'entreprise reste difficile mais la gageure mérite d'être soutenue.

14. EN GUISE DE CONCLUSION

Le radicalisme anthropologique antiéconomique affirme que les sociétés de l'intérêt économique, des valeurs utilitaristes sont condamnées à détruire les différences. Seules les sociétés dont la valeur centrale est la sociabilité échappent aux logiques totalisantes et totalitaires. Ces sociétés seraient des formations communautaires. Celles-ci sont quelque chose de plus que les sociétés de lignage, de plus que les groupes sociaux à forte cohésion des sociétés modernes. En examinant le rapport entre la production et la distribution et les fonctions de l'échange symbolique, on voit qu'il existe d'autres manières d'être, que les sociétés non utilitaristes établissent des rapports polycentriques avec elles-mêmes, avec la nature, avec les autres sociétés, rapports qui ne sont nullement déterminés, même pas par les besoins matériels. Cela paraît très intéressant. Mais d'autre part est-il sensé de sous-évaluer le fait capital qu'une société est toujours un ensemble de structures de la personnalité, de rapports sociaux systématiques, d'éléments caractérisés par un niveau déterminé des rapports de production dans un contexte de production des rapports quasi constants ? Et que les structures des trois niveaux sont toujours relativement intégrées, étant donné qu'elles se soutiennent mutuellement en raison du degré élevé de cohérence réciproque ? Du reste, est-il possible de produire des orientations et des motivations hors de la praxis des modes de production déterminés ? Par ailleurs, quand on traduit ces motivations et orientations en une sorte de logique socionaturelle des mondes sociaux, qu'apprend-on réellement ? Des discours ; à la limite, on constate la production sociale du sens, on élabore une théorie générale des superstructures. Pourquoi ? Parce que la motivation et l'orientation fournissent à l'action le principe d'unité ainsi que les contenus qui définissent le sens des comportements ; les objectifs qu'on se propose dans la vie sociale dérivent du système des règles constitutives, comme par exemple le rapport entre la production et la destruction ; mais il reste à vérifier comment un système donné de règles, de modèles normatifs est en mesure de contrôler le comportement. Pour découvrir les logiques anti-utilitaristes de type communau-

taire, il faut peut-être repérer les conditions qui doivent être satisfaites à l'intérieur du social pour avoir de telles logiques, et découvrir également les conditions au nom desquelles les logiques mêmes peuvent effectivement subsister.

Mais peut-on procéder ainsi à l'intérieur de la structure même des principes qui déterminent le sens de l'action ? Les procédures utilisées pour la construction du sens fournissent une logique constitutive de l'intelligibilité sociale, mais n'expliquent pas du tout pourquoi ce sont ces procédures qui ont été repérées, et non pas les autres. Bref, dans ces conditions on décrit ce qu'on devrait expliquer. Les questions suivantes demeurent sans réponse : comment une société se produit elle-même ? Comment fournit-elle un sens à ses propres expériences et aux expériences individuelles de ses membres ? Comment constitue-t-elle les catégories qui deviendront les engrenages indispensables au fonctionnement des rapports sociaux ? En définitive, si les procédures que les membres d'une société utilisent pour construire le social sont toujours des praxis et si c'est la praxis qui assigne le caractère social à un comportement donné, d'où proviennent les finalités ? Or sans finalité, point d'intelligibilité sociale. Et ici, à nouveau, on est confronté au problème du mode d'existence des finalités, de la nature de la production des finalités. C'est pourquoi il faut toujours analyser les concepts dans le cadre d'une analyse des modes de production et de l'étude génético-structurale des formations sociales. Il ne s'agit ni de déterminisme ni de mécanisme, puisque l'on sait désormais qu'aucun « besoin » n'a d'existence primaire et que les règles symboliques qui gouvernent les activités humaines sont souvent le produit de rapports, fonctions, rationalisations, pulsions affectives, sentiments antagonistes. Et cependant, tout finit par se modeler harmonieusement, par se cristalliser dans l'imaginaire radical, dans cette inépuisable capacité de créer des significations à partir de rien, ou presque.

Mais s'il faut rendre compte de chaque formation exclusivement à partir de ses propres critères et si c'est de ceux-ci que dérive tout naturellement la conceptualisation, comment transposer les éléments acquis par une formation à une autre, et comment, à la limite, passer de l'une à l'autre ? Comment être sûr que les critères et la conceptualisation retenus sont véritablement ceux de la formation étudiée, qu'ils ne sont pas le produit des formes de notre propre imaginaire et de notre recherche inquiète de nouveaux modèles de rationalité spécifique ? Comment recueillir l'expérience et les conceptions des autres, dans leur immédiateté unique et incomparable ? Comment comprendre en profondeur l'univers social des autres, tel qu'il est par eux réellement vécu et conçu, sans passer par notre système catégoriel, sans utiliser les codes de notre seule société ? A la limite, est-il certain que l'on puisse se décentrer, totalement et partiellement, sans résidus et sans erreurs ? Est-il possible de connaître vraiment les expériences et le vécu « socio-historique » des autres ? Ne risquent-ils pas de demeurer fondamentalement impénétrables, à moins de subir un asservissement préliminaire à nos propres formes d'imaginaire et de rationalité ? Les sciences sociales, même lorsqu'elles se veulent critiques, ne sont-elles pas essentiellement les sciences de la rationalisation bureaucratique ? En effet, elles désenchantent le monde, détruisent la diversité, intègrent tout en une même vision. Même l'anthropologie, « tristement tendre, céleste et désenchantée », comme aurait pu dire Marcel Proust, n'échappe pas à ce destin inéluctable. Relativisme, pessimisme, antiscientisme social ? Peut-être. Il n'existe aucun moyen sûr de créer une science sociale sans la constitution

préalable d'une discipline, d'un savoir métadisciplinaire en mesure de fonder solidement le mode de production de nos connaissances et de notre être au monde, une métadiscipline qui serait tout à la fois épistémologie, anthropologie, sociologie, histoire, philosophie, encyclopédie de la vie quotidienne dans toutes ses implications historico-ontologiques, ainsi que sémiologie des discours produits et véhiculés par elle. Faut-il désobjectiver la connaissance, la subjectiver? Quoi qu'il en soit, la vraie objectivité ne réside pas dans l'absence du sujet, mais uniquement dans la nature de la relation qu'il entretient avec son objet.

Est-ce que les difficultés pour prendre en compte ces réalités ont fait de la sociologie une science « infirme », une science constamment « en crise »? Est-ce son mode de production et de diffusion qui fait d'elle la science déchirée et en crise d'identité permanente?² Doit-elle se fondre dans la philosophie et dans l'histoire, dans l'économie et la science politique et se métamorphoser en science sociale?

Depuis sa création, la « Revue européenne des sciences sociales » a tenté de clarifier ces interrogations, d'entrouvrir des pistes à suivre, des domaines à explorer, et surtout de montrer les avantages des dialogues transdisciplinaire et métadisciplinaire. Il faut espérer que ce programme de travail, au fil des années à venir, sera poursuivi avec la même persévérance et la même conviction dans l'avènement d'une « autre science sociale ».

Genève

² Cette question a été abordée par Régine Boyer et Charles Coridian, in *Transmission des savoirs disciplinaires dans l'enseignement universitaire. Une comparaison Histoire/Sociologie*, in « Sociétés contemporaines », n. 48/2002.